

l'Anticapitaliste

n°285 | 16 avril 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



APRÈS LE 9 AVRIL

Contre le Medef et le gouvernement

CE N'EST QU'UN DÉBUT...

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Dossier

**Racisme(s): comment
lutter contre?** Pages 6 et 7

ÉDITO

L'État de non-droit
Page 2

PREMIER PLAN

**Yémen: de la révolution confisquée
à la guerre américano-saoudienne**
Page 2



ACTU SOCIALE

**Radio France: les grévistes
voulaient continuer mais...**
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Hommage à François Maspéro
Page 12



édito

Par ROSELINE VACHETTA
L'État de non-droit

La loi sur le renseignement censée lutter contre le terrorisme supprime une bonne partie de nos droits. Le droit au respect de la vie privée d'abord. En effet, elle autorisera, à partir de suspicion, une surveillance de masse de toutes nos données téléphoniques et informatiques qui seront ensuite conservées dans des « boîtes noires » et traitées techniquement pour déterminer selon nos comportements si nous sommes suspect. Dans ce cas, notre identité sera communiquée à l'exécutif. Le droit de s'opposer ensuite. Cette loi étend le champ des activités de renseignement afin de « prévenir des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique ». En ligne de mire, elle vise nos mobilisations dans les rues, les ZAD ou les banlieues... Suspicion de culpabilité au lieu de présomption d'innocence, et demain, présomption de dangerosité? Le second objectif de cette loi serait « la légalisation des pratiques des différentes agences de renseignement ». Des pratiques hier occultes devenues aujourd'hui légales (!) seront renforcées par la possibilité de géolocaliser n'importe quand, n'importe qui, par la capture d'images et la sonorisation dans les domiciles et les voitures... Tout cela sans que jamais l'institution judiciaire n'ait été saisie, ce qui signifie qu'aucun recours n'est possible pour les victimes, ni aucun contre-pouvoir. Car c'est désormais Valls qui aura le contrôle du processus d'approbation des demandes de renseignement faites par les agences. Nouvellement créée, la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement est censée assurer un vernis démocratique aux décisions ministérielles, mais en fait elle ne pourra que donner un avis consultatif! Adoptée en procédure d'urgence sans débat ni parlementaire, cette loi concentre des pouvoirs exorbitants sur l'exécutif, bâillonne le judiciaire dans sa mission de garant des libertés, et signe une remise en cause drastique d'un État de droit déjà défaillant. Nous ne nous laisserons pas dépouiller de nos droits, nous ne laisserons pas criminaliser celles et ceux qui résistent. Avec des syndicats, les associations de défense des droits, et toutes celles et ceux qui le voudront, nous continuerons à tout faire pour que cette loi liberticide ne soit pas adoptée, et si elle l'est, à se battre pour son abrogation.

BIEN DIT

Nous aussi, on veut pouvoir manger bio!

LES SALARIÉS DE ECOCERT FRANCE DE L'ISLE-JOURDAIN (32) en grève pour leurs salaires. Ecocert est le leader de la certification en agriculture biologique, avec pour slogan « Pour le respect de l'homme et de l'environnement »...

À la Une

Contre le Medef et le gouvernement, ce n'est qu'un début...

La journée de grève et de manifestations du 9 avril a été un succès. Plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs de la place d'Italie aux Invalides à Paris et plusieurs dizaines de milliers répartis dans de nombreuses villes en région.

Certes le plus gros des cortèges, rassemblé le plus souvent derrière les banderoles CGT, était composé de syndiquéEs, de militantEs, habitués de ce genre de manifestations. Mais un peu partout aussi étaient présentes d'importantes délégations d'entreprises dans lesquelles des luttes sont engagées, parfois depuis plusieurs semaines. Radio France, Sambre-et-Meuse, Appel 24, Carrefour Market à Paris, SNCM, salariéEs du port à Marseille, etc. Autant de cortèges dynamiques qui illustrent l'existence de résistances.

Et pendant ce temps-là...

Faisant mine d'ignorer la lourde défaite des élections départementales autant que les luttes en cours, le gouvernement continue sa politique de casse sociale et de cadeaux au patronat. La loi Macron, validée par le seul 49-3, risque d'être encore plus régressive après son passage au Sénat. La loi Touraine va porter de nouveaux coups à la Sécurité sociale et à l'hôpital public, dégradant la qualité des soins et accélérant la privatisation de la santé.

La loi Rebsamen sur le dialogue social organise un recul des droits et moyens des Institutions représentatives du personnel (IRP) réellement sans précédent auprès desquelles les attaques portées précédemment par la droite font figure de maigres hors d'œuvre. Fusion obligatoire des comités d'entreprises, délégués du personnel et comités hygiène sécurité conditions de travail (CHSCT) jusqu'au seuil de 300 salariéEs, avec possibilité de cette même mise en œuvre pour

des entreprises au-delà de 300, avec prolongation possible du report des effets de seuil pour la mise en place des IRP.

service public de la culture, de l'information et du divertissement à travers les attaques contre Radio France...



Avec en perspective, la loi Macron 2 qui prévoit l'extension des contrats de mission et la multiplication des dérogations à la durée légale du travail de 35 heures. Et entre les deux, une loi sur le renseignement qui protégera davantage les exactions des services de renseignement et empêtera toujours plus sur notre vie privée. Et encore devrait-on s'attarder sur les nouvelles dispositions concernant les collègues, sans oublier l'offensive contre le

Toutes les réformes gouvernementales ne sont que des régressions, et toutes les résistances sont disqualifiées par le pouvoir et les médias dominant comme un refus de la modernité, de la prise en compte des nouvelles réalités économiques, et qu'elles sont à l'instigation de syndicalistes attardés voire réactionnaires. C'est aussi sur ce terreau malsain que progressent les idées, le vote et l'implantation de l'extrême droite.

Construire les ripostes

Les luttes existent. La journée du 9 avril a montré la disponibilité de nombreux militantEs à élargir les mobilisations, à hausser les revendications au niveau d'une opposition aux politiques gouvernementale et patronale. Pour que cette opposition progresse, il faut que les luttes s'ouvrent les unes aux autres, confrontent les expériences et mettent en commun le plus efficace. Les intermittents du spectacle, les grévistes de Carrefour Market se sont invités dans le studio 105 de Radio France. Il faut multiplier ces rencontres, ces échanges, pour se donner confiance, s'épauler. Dans les régions, dans les branches, bousculer les barrières des statuts, des métiers, des syndicats. Dans le même temps il faut débattre dans les structures syndicales de nouvelles initiatives centralisatrices, nationales qui, là aussi, renforcent la confiance, donnent l'idée d'une confrontation globale, nationale, à dimension inévitablement politique, face à un gouvernement dont la feuille de route n'a comme seul contenu que austérité, régression sociale et répression.

Toutes les forces – associatives, syndicales, politiques – sont nécessaires, bienvenues, dans le respect des champs d'intervention et de la démocratie militante pour construire cet affrontement, œuvrer au rassemblement démocratique des forces du monde du travail et de la jeunesse. Défendons partout la nécessité de construire une initiative nationale à la mi-mai qui s'inscrive dans un véritable plan de bataille.

Robert Pelletier

YÉMEN

De la révolution confisquée à la guerre américano-saoudienne

À la tête d'une coalition militaire sunnite, le nouveau roi d'Arabie saoudite, Salmane ben Abdelaziz al-Saoud, s'est lancé dans une opération militaire à haut risque au Yémen...

À l'heure où les USA et l'Iran semblent parvenir à un accord sur le nucléaire, il veut ainsi réaffirmer le rôle clef de son pays comme gendarme du monde arabe face à l'Iran, accusé de déstabilisation en Syrie et en Irak, et maintenant à sa porte au Yémen, avec la prise de Sanaa par les Houthis et la fuite du président Hadi. Un Yémen qui contrôle le détroit de Bab-el-Mandeb qui mène au canal de Suez, un passage stratégique sur la route des tankers Asie-Europe, gardé par les flottes

américaines et la base française de Djibouti. Un Yémen où se développent Al-Qaïda, et maintenant Daesh.

2011, le printemps yéménite

L'opération « Tempête de fermeté » a reçu le soutien de l'impérialisme US, qui ravitaille en vol les avions saoudiens ou égyptiens et organise les frappes de la coalition, mais aussi de la France, à travers notamment le renseignement militaire. Mais la grille de lecture simpliste « sunnites contre chiïtes » ne doit pas faire oublier que la racine de

l'explosion de l'État yéménite plonge surtout dans la manière dont la révolution de 2011 a été confisquée par les élites militaro-tribales qui s'affrontent aujourd'hui pour le pouvoir au Yémen. L'échec d'une transition pilotée par l'axe américano-saoudien.

En 2011, prenant modèle sur les printemps tunisien et égyptien, la jeunesse yéménite s'empare des places de Sanaa, Taz ou Aden. Elle veut « dégager » Saleh, qui monopolise le pouvoir depuis 32 ans, elle dit « non à la corruption, non aux tribus, non

aux militaires », et porte à sa tête une femme, Tawakkul Karman, dans un des pays les plus rétrogrades au monde pour les femmes. Mais la révolution yéménite fut aussi une convergence de forces hétérogènes derrière la jeunesse progressiste et démocratique : les forces d'opposition, dont les Frères musulmans, les forces tribales, les Houthis de Saada, les régionalistes du Sud-Yémen, et jusqu'à certains secteurs de l'armée, jetant dans la rue jusqu'à un million de personnes.

L'assise sociale de Saleh s'effondre

En haut, la monopolisation familiale du pouvoir ébranle le fragile équilibre au sein du complexe militaro-tribal qui l'a porté au pouvoir, et lui interdit au sud d'intégrer les élites du parti socialiste yéménite, issues de l'expérience nassérienne de gauche qu'a connue le Sud-Yémen, avant la réunification de 1990. L'agression des anciennes

Un monde à changer

SUICIDES. Le suicide le 7 avril de Jean Germain, ex-maire de Tours, a donné lieu à beaucoup de déclarations et d'articles. Tout suicide est dramatique. Mais, sans oublier ce fait, il y a dans notre société deux poids deux mesures, en cette matière comme en d'autres.

Beaucoup de suicides de salariéEs ou d'agriculteurs n'ont aucun écho ou presque dans les médias. Fin mars dernier, la CGT de l'usine Constellium à Issoire donnait un chiffre effrayant : sept suicides et une tentative ces quatre dernières années sur le site, dont le dernier au début du mois. La CGT évoquait notamment le premier cas de cette « série » noire : un jeune ingénieur qui s'est jeté dans un four de l'usine en mai 2011.

Comptabiliser avec précision le nombre total de suicides survenus sur un lieu de travail est un exercice impossible aujourd'hui en France. Quantifier le nombre de suicides liés à un problème professionnel (et qui n'ont pas tous lieu dans les locaux de travail) est encore plus difficile. « *Pourtant le phénomène semble avoir pris une grande ampleur ces*

dernières années », souligne le rapport publié en novembre 2014 de l'Observatoire national du suicide. D'après les données de la CNAM-TS (caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés), une cinquantaine de décès par suicide font annuellement l'objet d'une déclaration par les ayants droit au titre des accidents du travail et environ la moitié est reconnue comme tels (c'est-à-dire qu'il y a lien avec l'activité professionnelle).

Selon certaines études, le nombre réel des suicides lié au travail serait beaucoup plus élevé. Parfois, pour les familles, faire reconnaître le caractère professionnel d'un suicide est un véritable parcours d'obstacles. Par ailleurs, la CNAM ne couvre pas les agriculteurs et ouvriers agricoles chez lesquels les suicides sont nombreux. Et même une fois obtenue une décision favorable de la CNAM, les entreprises exercent des recours, comme Thalès qui s'est battu jusqu'à la Cour de cassation pour être exonéré, au début de ce mois, de toute responsabilité dans le suicide d'un salarié de son site toulousain en 2008.

Le chiffre 2,5 milliards

Ce sont, en euros, les profits fait depuis 2010 par le Fonds monétaire international sur ses prêts à la Grèce. Le FMI applique un taux d'intérêt effectif de 3,6% sur ses prêts à la Grèce. Beaucoup plus que le taux de 0,9% dont l'institution a actuellement besoin pour couvrir ses frais...



Agenda

Judi 16 avril, réunion publique sur la Syrie, Paris. « *Résistance armée et résistance civile contre Assad et contre Daesh* », organisée par le collectif unitaire Avec la Révolution Syrienne, à 19h, espace Jean-Dame, 17 rue Bellan (M° Sentier).

Judi 16 avril, réunion publique d'Acrimed, Paris. « *Médias et extrêmes droites* » avec Bernard Schmidt et Ugo Palheta, à 19h à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau.

Judi 16 avril, réunion publique sur Mai 68, Paris. « *L'Uneff en Mai 68* », avec Jacques Sauvageot et Alain Krivine, à 18h à l'ITS, 40 rue de Malte, Paris 11° (M° Oberkampf ou République).

Vendredi 17 avril, réunion publique sur les marxistes et les anarchistes, Paris. « *Repenser l'émancipation au 21^e siècle, entre ressources anarchistes et marxistes* », avec Olivier Besancenot, Michael Löwy, Philippe Corcuff, et un militant E d'Alternative libertaire, à 18h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).

FN Famille décomposée ?

Au nom du père, de la fille et de la petite-fille ? Dans la famille Le Pen, nous demandons... de préférence, personne ! Alors que la stature publique du fondateur et « président d'honneur » du Front national, Jean-Marie Le Pen, est mise en cause à l'intérieur même du FN, le vieux patriarche de l'extrême droite française mise sur sa petite-fille... pour concurrencer sa fille Marine.

Ainsi, en renonçant lundi 13 avril à la candidature en région PACA aux élections régionales de décembre 2015 – où il comptait figurer comme tête de liste –, Jean-Marie Le Pen a tenté de favoriser la candidature de sa petite-fille. Celle-ci a de fortes chances de l'emporter lors de l'investiture des têtes de liste prévue ce vendredi 17 avril, même si les choses se sont un peu compliquées dans la mesure où Bruno Gollnisch a lui aussi annoncé entre-temps ses ambitions. Le candidat malheureux à la présidence du parti, battu à plate couture par Marine Le Pen lors du vote des adhérentEs en 2010, ne devrait cependant pas avoir beaucoup de chances d'obtenir la place de tête de liste.

Des mots qui ne sont pas un détail
C'était « l'interview de trop », ou plus exactement les deux interviews de trop. Les récentes tensions au sein de la direction du FN, bien réelles et pas uniquement mises en scène comme certainEs veulent le croire, démarrent en effet de deux entretiens que Jean-Marie Le Pen avait accordés



Famille, je vous hais... DR

aux médias. Le fasciste vieillissant, bientôt âgé de 87 ans, avait d'abord répondu aux questions du journaliste à sensation Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV le 2 avril. À cette occasion, une question du journaliste avait relancé la polémique sur l'affaire dite « du détail », en référence à des propos que Jean-Marie Le Pen avait tenus sur RTL le 13 septembre 1987, propos réitérés à Munich (en présence de l'ancien Waffen SS allemand Franz Schönhuber) le 5 décembre 1997. Fidèle à lui-même, Jean-Marie Le

Pen avait confirmé à Bourdin qu'il avait bien eu raison à l'époque, et qu'il avait bien exprimé le fond de sa pensée...

Puis il avait remis de l'huile sur le feu en accordant une interview à *Rivarol* dans son numéro du 9 avril, un journal ouvertement pétainiste et antisémite. Il y dit par exemple : « *Je n'ai jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître* », ou encore « *Je comprends tout à fait qu'on mette en cause la démocratie, qu'on la combatte* »...

Se tourner vers l'avenir ?

Jean-Marie Le Pen était sans doute honnête sur au moins un point : il disait bien, là, ce qu'il pense réellement. Cependant, c'en était trop pour le noyau dirigeant actuel du FN. Ceux-ci pensent – comme la génération montante autour de Bruno Mégret, à l'époque numéro deux du FN, chassé par Jean-Marie Le Pen il y a une quinzaine d'années – qu'il est inutile de se battre pour la réhabilitation du passé (le fascisme historique), mais qu'il faut se tourner vers les questions d'avenir...

Marine Le Pen et son compagnon Louis Aliot, vice-président du FN (selon lequel « *notre diabolisation ne tient qu'à notre présomption d'antisémitisme* ») pensent réellement qu'il faut cesser de remuer ce passé, puisque ça n'apporte rien de bon au FN. Ainsi, ils sont prêts à ranger l'expression ouverte de l'antisémitisme dans les outils du passé. Au contraire, Jean-Marie Le Pen pense que céder sur la question de l'antisémitisme, c'est s'aplatir « *devant le Système* », et donc renoncer à toute perspective de détenir le « *vrai* » pouvoir.

Bertold du Ryon

NO COMMENT

Le fait que la France soit l'un des pays qui protège le plus ses travailleurs est l'une des explications de son taux de chômage à 10%. Protéger des salariés peut aussi tuer des opportunités pour les autres. Il faut accélérer les réformes parce que les Français veulent des jobs et une vie meilleure.

EMMANUEL MACRON, devant des étudiantEs de la Hertie School, une école de politique publique allemande, cité par *le Monde* du jeudi 9 avril

élites religieuses zaydites houthis de Saada au Nord réactive le conflit sunnite-chiite. Ce passage d'un pouvoir militaro-tribal à un pouvoir militaro-familial va même rompre l'alliance de Saleh avec la puissante tribu des Al-Ahmar, qui vertèbre la branche yéménite des Frères musulmans, le parti Al-Islah. En bas, les étudiants ne trouvent pas de travail. Les pauvres sont victimes de l'arrêt des subventions des produits essentiels, le gaz, le fuel. Les paysans, comme à Jahachine, sont victimes de l'accapement des terres par les chefs tribaux. Rien ne bouge, si ce n'est la richesse accumulée par le clan Saleh, qui accapare les postes clefs, à l'armée et dans l'économie. Les USA et l'Arabie saoudite essaient d'organiser une « *transition pacifique* »... qui fit cependant plus de 2000 morts. Ils s'appuient sur les Frères musulmans de al-Islah et les membres de l'appareil militaire pour négocier la formation

d'un gouvernement d'union nationale où les proches de Saleh gardent beaucoup de places, notamment dans l'appareil militaire, source de futurs affrontements.

Pour le peuple, rien n'a changé

En échange de l'impunité et de quelques millions de dollars, Saleh quitte la présidence. Son vice-ministre, Abd Rabo Mansour Hadi, devient président à la suite d'une élection à un candidat, dénoncée par les révolutionnaires. Mais surtout les Houthis au nord et les forces d'opposition indépendantistes du sud sont écartés de ce fragile compromis. Bien plus fondamentalement, rien ne change pour le peuple yéménite, d'autant que la rente pétrolière s'effondre et que le nouveau régime refuse d'en renégocier les termes, comme le dénoncent les manifestations début 2014 contre Total et la France, qui selon Tawakkul Karman « *ne paient le pétrole yéménite qu'à 10% du prix du marché*



Après un bombardement saoudien. DR

mondial et ne reversent que 21% de la somme à l'État ». Profitant de l'arrêt des subventions aux produits pétroliers en septembre 2014, qui alimente la colère sociale contre le nouveau pouvoir de Hadi et des Frères musulmans, les Houthis s'emparent facilement de Sanaa, avec la complicité des unités de l'armée de l'air favorables à l'ancien président Saleh, celui-là même qui les bombardait depuis 2004 ! Les premières victimes des bombardements massifs sont les

populations civiles. Contre cette guerre qui oppose différentes fractions du complexe militaro-tribal et qui risque de favoriser le développement d'Al-Qaïda, notre solidarité va à la jeunesse révolutionnaire yéménite et aux associations de la société civile, qui depuis le début refusent un Yémen aux mains des tribus ou des militaires, alliés ou pas, hier ou aujourd'hui, de l'axe Arabie saoudite-USA.
Frank Cantaloup

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr





Le patronat peut applaudir. DR

REPRISE ET EMPLOI

Valls fait saliver le patronat

Une fois de plus, les patrons ont de quoi se réjouir des dernières annonces de Valls-Hollande : pas seulement des sous mais des dérogations au code du travail.

C'est reparti : la reprise est quasiment au coin de la rue. Le gouvernement reste prudent mais début avril, les divers organismes de prévision économique ont relevé leur prévision de croissance pour l'économie française. Ainsi, l'OCDE (qui regroupe les principaux pays capitalistes) annonce 1,1% de progression du PIB pour 2015. Les causes sont sans mystère : la baisse du prix du pétrole et de l'euro par rapport au dollar (qui favorise les exportations).

Mais l'emploi n'est pas au rendez-vous : tout au plus va-t-il se stabiliser et, comme la population augmente, le chômage va continuer à progresser. Plus précisément : l'emploi marchand (qui produit des biens et services payants) continuerait à baisser au premier semestre 2015 (13 000 postes selon les estimations de l'Insee). Le secteur non marchand (administrations, éducation, santé, etc.) créerait bien 23 000 postes... mais essentiellement grâce à 20 000 contrats aidés.

On pourrait se poser des questions : si l'emploi du secteur marchand baisse, où est passé le million d'emplois annoncé par Gattaz en contre partie du Pacte de responsabilité ? Même Valls fait semblant de s'alarmer : « le compte n'y est pas », a-t-il déclaré le 8 avril. Mais quelle conclusion en tire-t-il ? D'abord, une rallonge financière supplémentaire pour les entreprises : une ristourne fiscale qui coûtera 2,5 milliards d'euros sur 5 ans ! Les entreprises qui investissent bénéficieront d'une baisse de l'impôt sur les sociétés.

Le Medef intéressé...

Dans le même mouvement est annoncée la mise à l'étude d'une possibilité de déroger par accord d'entreprise au code du travail : le quotidien économique *les Échos*, qu'on ne peut accuser d'être anti-patronal, note le 9 avril que cette annonce « fait déjà saliver le patronat ». En effet, on voit comment les patrons pourront faire un chantage aux délégués syndicaux et aux salariés d'une entreprise : la porte ou une modification de leur contrat de travail.

Pour faire passer la pilule, Valls a brandi le futur « compte personnel d'activité » des salariés. Un dada de Martine Aubry, à qui il faut bien faire plaisir pour son ralliement piteux dans le cadre de la préparation du congrès du PS. Le Medef trouve l'idée « intéressante »... Si on comprend bien, il s'agit surtout de faire masse de droits existants : des RTT non prises pourraient ainsi devenir des jours de formation. Quel bénéfice en définitive pour les salariés ?

Derrière ces annonces, deux choses à relever. D'abord, la veulerie de l'équipe Hollande-Valls, pour qui la politique économique sous prétexte de « mettre le turbo dans le moteur de l'économie française », comme l'a dit Hollande, se réduit à faire plaisir au patronat. Défaite électorale ou pas : ce cap sera maintenu. Ensuite, une dure réalité : malgré les « vents porteurs » que diagnostique l'Insee, l'investissement des entreprises ne redémarre pas, notamment dans l'industrie. Décidément, le rebond de la croissance est riquiqui et ne sort pas de la médiocrité.

Henri Wilno

Ces textes seront soumis au vote des militants le 21 mai, et ces derniers devront ensuite départager le 28 mai les deux motions arrivées en tête. Dans un climat de tensions internes et de désaveu toujours plus grand, Cambadélis a réussi à manier l'art de la synthèse en rassemblant autour de lui réformateurs, Aubrystes et membres de l'exécutif. Tout le monde s'y retrouve... et interprète à sa façon les diverses tournures du texte, où chaque sensibilité a compris son intérêt à se trouver dans ce qu'ils espèrent être la future majorité du parti.

Martine dans la majorité

Le suspense aura été insoutenable : qu'allait donc faire Martine Aubry pour le prochain congrès du PS ? Depuis des mois, cette dernière ne taisait plus ses désaccords avec la politique du gouvernement, et en décembre, elle s'est attaquée à un des aspects de la loi Macron, le travail du dimanche, indiquant qu'elle « combattrait cette régression pour notre société au niveau national, comme dans ma ville. » À l'issue des élections départementales, le ton était de nouveau monté.

Et puis, et puis ? Et puis pschitt ! Vendredi 10 avril, lors d'une conférence de presse, elle a annoncé son ralliement à la motion présentée par Cambadélis, celle du « renouveau des socialistes par la réussite gouvernementale... ». Aubry explique qu'elle a fait le choix de se « battre à l'intérieur » de la direction du PS... pour faire en sorte, proclame-t-elle, que « François Hollande gagne » en 2017 ! Hollande et Valls sont donc rassurés : le congrès de Poitiers est

CONGRÈS DU PS Beaucoup de bruit pour rien

Le conseil national du PS réuni le week-end dernier a donné le coup d'envoi du 77^e congrès qui se tiendra les 5-6 et 7 juin à Poitiers. À l'issue de ce conseil national, quatre motions sont en lice... Quatre motions qui ne changeront rien sur l'orientation libérale du PS.



Youpi voilà le congrès du PS... DR

sauvé, car il ne sera pas celui de la rupture avec le pouvoir. Toute la question est désormais de savoir le score que fera la motion Cambadélis lors du vote des militants le 21 mai. Quel suspense !

Le couteau sans lame des « Frondeurs »

Face à la motion de Cambadélis, le conseil national du Parti socialiste a entériné trois autres textes programmatiques. Soutenue par les ex-ministres Hamon, Montebourg et Filippetti, et menée par Christian Paul, la motion des « Frondeurs » est intitulée « À

gauche, pour gagner ». Elle plaide pour « une réelle inflexion » de la politique économique, « un agenda de réformes, (...) quelques actes forts » consistant à utiliser des marges de manœuvre qui existent pour le « soutien aux investissements », des mesures de « pouvoir d'achat », une « loi bancaire » et une « réforme fiscale ». Toujours très critiques dans les mots mais encore bien loin de la rupture, les « Frondeurs » pourraient écorner un peu la légitimité de Cambadélis... mais guère plus.

Autres textes, la motion intitulée « La Fabrique » des « non-alignés »,

dont la première signataire est la députée Karine Berger, secrétaire nationale du PS à l'Économie, ainsi qu'une motion plus « militante » ayant pour nom « Osons un nouveau pacte citoyen et républicain ».

Plus ça change, plus c'est la même chose

Même si certains peuvent être plus ici ou là critiques de la politique menée par le gouvernement, les quatre textes ont un point commun : celui de la continuité. Sans grande surprise, aucun ne propose une rupture nette avec l'orientation de ce parti et de l'exécutif, tout au plus quelques aménagements plus ou moins cosmétiques.

Sur toutes les questions centrales, le cadre d'orientation, les mesures proposées, sont dans la lignée de celles menées depuis 3 ans : remise en cause des acquis sociaux, cadeaux au patronat, économies pesant sur ceux d'en bas, disparition de services publics par leur gestion comptable, volonté de diminuer drastiquement le montant des salaires, tout en privilégiant « les entreprises », c'est-à-dire en augmentant les bénéfices des actionnaires.

Donc, rien de très neuf. Bref, circulez ! n'y a pas grand chose à voir...
Sandra Demarcq

GÉNOCIDE RWANDAIS

Rien de nouveau sous le soleil de la Françafrique

À l'occasion du 21^e anniversaire du déclenchement du génocide rwandais, l'Élysée a déclassifié les archives présidentielles sur le Rwanda pour la période 1990-1995...

Un geste se voulant symbolique, réalisé en présence de Dominique Bertinotti, ancienne ministre et mandataire des archives sous l'ère de François Mitterrand. Une mise en scène qui masque mal l'essentiel : la complicité active de l'État français lors des événements du génocide rwandais.

« Je n'accepte pas les accusations injustes, indignes, qui pourraient laisser penser que la France ait pu être complice d'un génocide au Rwanda, alors que son honneur c'est toujours de séparer les belligérants » avait déclaré Manuel Valls le 8 avril 2014, à l'occasion de la 20^e commémoration. Et pourtant...

Le projet génocidaire a émergé au Rwanda dans un contexte d'appauvrissement généralisé de la population rwandaise, avec à l'autre pôle l'enrichissement rapide de quelques-uns. Ainsi, en 1994, les 10% les plus riches accaparaient 51% du revenu rural. Les politiques du FMI et de la Banque mondiale, couplées à la chute du cours du café, auront contribué à préparer le terrain à l'horreur qui a suivi.

L'État français a joué un rôle de complicité active dans les événements. Dès octobre 1990 est déclenché



l'opération Noroît, un soutien étroit et continu à un régime politique autoritaire et ultra-répressif. En bon disciple, le régime hutu a mis en œuvre tous les principes fondamentaux de la « guerre révolutionnaire », avec la bienveillance et le concours actif de la République française et de son armée : quadrillage du territoire, fichage généralisé de la population, guerre psychologique (Radio Mille

Collines), guerre idéologique, utilisation de structures clandestines et officines parallèles, présence de milices armées et d'escadrons de la mort pour liquider toute forme d'opposition...

Une complicité inassumée mais réelle

Selon la mission d'information parlementaire, le montant officiel des

exportations légales d'armement de la France vers le Rwanda entre 1990 et 1994 se chiffrent à 137 millions de francs. Et le témoignage de l'ancien directeur d'Oxfam-Belgique devant la Commission d'enquête citoyenne en 2004 est édifiant : « à partir de 1992, on voit apparaître comme par hasard le plus grand nombre d'achats de tout ce qui va servir pour le génocide, (...) des machettes, des tournevis, pioches, pics, haches, serpes (...) ».

Un an avant le génocide, le 18 février 1993, la DGSE notait déjà à propos de « véritables massacres ethniques » en cours : « il s'agirait d'un élément d'un vaste programme de purification ethnique dirigé contre les Tutsis. » Mais loin de prévenir le génocide qui s'annonçait, les instructeurs français présents au Rwanda auront même modernisé le fichier central de la gendarmerie qui servit pendant le génocide à fichier les « ennemis »...

La République française fut le seul État au monde à reconnaître le GIR (Gouvernement intérimaire rwandais) après l'assassinat du président hutu Habyarimana le 6 avril 1994, un gouvernement qui n'eut qu'un seul bilan d'activité : les meurtres de masse connus de tous en temps réel. D'avril à juin 1994, 800 000 Rwandais tutsis seront massacrés. Pendant ce temps, en mai, Mitterrand et Balladur lancèrent l'opération « humanitaire »

Turquoise : celle-ci ne sauva à peu près personne, mais créa une « zone tampon » au sud-ouest du pays qui bloqua l'avancée des forces rebelles et sauva les derniers débris du régime génocidaire...

Inutile de dire que 21 ans plus tard, la centaine de documents présidentiels déclassifiés ne changeront certainement pas grand chose...
Pierre Martin

KENYA

Djihadisme et impasse sécuritaire

Au moins 148 étudiantEs ont été assassinés par un commando d'islamistes radicaux, dans l'université de Garissa, région frontalière avec la Somalie. Cet odieux attentat ne peut qu'aggraver la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Les corps de ces jeunes, alignés les uns à côté des autres, témoignent de l'horreur de cette attaque. Les djihadistes ont froidement exécuté ces étudiantEs chrétienEs dans la partie de l'université où ils s'étaient réunis pour une prière. L'opération a été revendiquée par les Shebab qui sévissent en Somalie et fait suite à d'autres attaques, notamment à Nairobi la capitale, à Mombasa et Lamu, principales villes touristiques, et dans la partie est du pays, frontalière avec la Somalie. De nombreux attentats sont régulièrement commis dans les marchés, les stations de bus ou les églises. À Mandera, les djihadistes ont attaqué un bus tuant uniquement les passagers non musulmans. On se souvient du terrible attentat dans le centre commercial Westgate où des populations prises en otage ont été exécutées.

Débordement du conflit somalien

Les Shebab sont issus du gouvernement des tribunaux islamiques, gouvernement qui avait réussi à mettre fin à une guerre de plusieurs décennies entre les seigneurs de guerre locaux en installant une sorte de république islamique. Si l'intervention de l'Éthiopie a mis fin à ce régime, elle a par contre ouvert une ère nouvelle de guerre civile entre la partie somalienne soutenue par les occidentaux et les Shebab qui représentent l'aile la plus radicale des islamistes.



«148 n'est pas qu'un chiffre!», le slogan pour dénoncer l'assassinat de Garissa. DR

Ceux-ci ont intensifié leur action contre le Kenya en représailles à son intervention militaire en Somalie, sous le nom de code de Linda Nchi (protéger le pays en swahili) en octobre 2011. Leur but est de faire pression sur le gouvernement kényan afin qu'il retire ses troupes. Cet objectif est d'importance pour eux car ils perdent progressivement du terrain. Aussi un retrait desserrerait l'étau militaire dans lequel ils sont enfermés et représenterait une victoire psychologique.

Inquiétudes pour les populations

Cette série d'attentats dans le pays risque fort de nourrir une division religieuse entre chrétiens, largement majoritaires au Kenya, et la minorité musulmane. Cela d'autant que des attaques ciblées contre des dignitaires

musulmans, radicaux ou non, se produisent depuis quelques années. Les autorités s'en tiennent à l'explication d'un règlement de comptes entre factions rivales, mais il n'est pas sûr que les services de sécurité soient totalement étrangers à ces assassinats. Maintenir la cohésion de la population est un défi pour un pays qui a connu des conflits communautaires, exacerbés par des politiciens, notamment lors des élections présidentielles de 2007 qui avaient provoqué des milliers de victimes et la saisie de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

Politiques discriminatoires

L'autre inquiétude est l'attitude des forces de police à l'encontre de la communauté Somali. En effet, depuis les attentats de Westgate, cette

communauté ne cesse de subir une politique discriminatoire. Le gouvernement a adopté une loi antiterroriste qui, si ses articles les plus liberticides ont été retoqués par la Haute Cour, n'en demeure pas moins une épée de Damoclès pour les réfugiés somaliens. Ainsi, le délai de détention de 90 jours est augmenté à une année; les réfugiés sont obligés de vivre dans les camps¹. Pour masquer une incapacité des services de sécurité à prévenir les attentats, liée principalement à un fort degré de corruption, les autorités kenyanes n'hésitent pas à désigner les immigrés somaliens, et plus généralement les musulmans, comme population dangereuse. Ainsi l'opération Usalama Watch, menée par les unités antiterroristes, a été l'occasion de nombreuses violations des droits humains. En effet, des cas de mauvais traitements, d'extorsions de fonds, d'expulsions vers la Somalie, de déplacements forcés dans les camps de réfugiés ont été constatés. Les mesures militaires ou sécuritaires ne peuvent être à elles seules une réponse. Au mieux elles sont insuffisantes et au pire, et c'est souvent le cas, elles se retournent contre les populations en radicalisant encore plus les groupes djihadistes. Une réponse politique et économique, incluant les populations et répondant à leurs besoins sociaux, est la voie dans la lutte contre ces groupes islamistes radicaux.

Paul Martial

1- <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/kenya/article/la-loi-kenyane-sur-la-securite>

Le monde en bref

Israël-Palestine La justice et le droit?

2 Avril 2015, 6 heures du matin, une horde de l'armée d'occupation investit la maison de la députée palestinienne Khalida Jarrar, procède à son kidnapping et la conduit en prison. Les militaires la condamnent à 6 mois de détention



Khalida Jarrar. DR

sans jugement! Héritée de la période britannique, cette procédure permet à l'armée sioniste d'interner les personnes,

renouvelable ad vitam aeternam, sans qu'aucun juge n'ait à se prononcer sur la légalité de la détention. Aujourd'hui, 455 militantEs palestiniens, dont 10 éluEs du Parlement palestinien, subissent cette forfaiture de la prétendue démocratie israélienne.

27 mars 2015, ordre est donné par l'armée israélienne «pour la sécurité d'Israël»: interdiction pour Salah Hamouri, résident de Jérusalem, de se rendre dans les «territoires palestiniens» pour une période de six mois. Cela signifie que l'occupant, en l'empêchant de se rendre dans son université situé à Ramallah, enrave la future carrière d'avocat de Salah qui doit passer l'examen final pour obtenir son diplôme au mois de juin.

Dans la même période, l'autorité «nationale» palestinienne obtient l'autorisation de faire patrouiller ses flics armés dans la toute proche banlieue de Jérusalem (Abudis, Al Ram...). Dans quel objectif, puisque cette même police ne peut empêcher l'arrestation ou l'assassinat, de ses concitoyens dans les territoires sous son «contrôle intégral»? Ces derniers mois, Jérusalem a vu de multiples actions et manifestations des Palestiniens contre la colonisation, contre les discriminations religieuses. Y aurait-il un rapport? Toujours impuni, l'État colonial ne craint aucune réaction de l'Union européenne et encore moins du gouvernement français. Que ce soit contre l'enfermement arbitraire d'élus du peuple ou l'interdiction de se déplacer d'un citoyen français comme Salah Hamouri, Président et Premier ministre sont aux abonnés absents. C'est l'action des peuples qui permet que s'exprime la solidarité à la résistance palestinienne, en développant toujours plus intensément la campagne de boycott intégral d'Israël.

Vietnam Grève pour des paiements forfaitaires de retraite

Une grève, fait suffisamment rare dans ce pays pour que l'on s'y intéresse, vient de prendre fin au Vietnam. Ce n'était pas à l'appel du syndicat unique, mais c'est bien une grève sauvage qui a démarré dans la banlieue de Hô-Chi-Minh-Ville, dans une très grosse usine à capitaux taiwanais qui fournit des chaussures pour des marques européennes ou américaines. Elle s'est terminée après plus d'une semaine. Le vice-ministre du Travail vietnamien a suggéré une modification de la réforme initiale, sans doute suite aux réactions des clients de cette usine: Nike, Adidas, Lacoste, Reebok, et sans doute également à cause de l'ampleur: 90 000 ouvrierEs grévistes, avec peut-être une extension à d'autres sites.

Le gouvernement vietnamien avait annoncé pour 2016 une modification importante de la couverture sociale retraite. Aujourd'hui, les travailleurEs vietnamiens peuvent bénéficier d'une prime versée en une seule fois lorsqu'ils quittent un travail. Ce qui est le cas lorsqu'ils retournent dans leurs villages après avoir accumulé de quoi y vivre. Les travailleurs de la confection ou de l'électronique ont des semaines de 50 à 60 heures. Il semble également qu'ils n'aient pas confiance sur le fonds d'assurance sociale vietnamien qui serait en déficit, suite à de mauvais investissements. La réforme prévoyait l'accumulation de 20 ans de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une allocation retraite à l'âge donné: 55 ans pour les femmes, 60 pour les hommes.

Le Vietnam est considéré comme un pays sûr pour les investisseurs à cause de sa «stabilité politique», bien que des troubles aient été encouragés lors d'un conflit nationaliste fin mai 2014. De très violentes émeutes s'en étaient prises aux entrepreneurs chinois au Vietnam en réaction à un forage pétrolier en mer de Chine dans un secteur revendiqué par le Vietnam et la Chine.

SOMMET DES AMÉRIQUES

Obama, la carotte et le bâton

«Le changement de politique envers Cuba marque un avant et un après dans l'hémisphère. [...] Le fait que le président Castro et moi soyons assis ici aujourd'hui représente un événement historique»...

Voilà les mots d'Obama dans son discours devant une trentaine de chefs d'État au cours du septième Sommet des Amériques. Un changement dans la continuité pour garder la main sur l'Amérique du Sud que les USA considèrent toujours comme leur arrière-cour.

La politique de la poignée de main...

La poignée de main «historique» entre Obama et Raoul Castro a fait la une. Cuba était invité pour la première fois, et Obama a dû s'en accommoder... mais pas seulement. Il a pu mettre en scène sa politique annoncée le 17 décembre dernier visant à rétablir des relations avec Cuba. La dernière rencontre datait d'avril 1959, deux mois après la révolution, quand Richard Nixon, alors vice-président, avait rencontré Fidel Castro, alors Premier ministre. Les relations diplomatiques avaient été rompues en janvier 1961. Barack Obama a estimé qu'«avec le



temps, il est possible pour nous de tourner la page». «Cela a été une histoire compliquée, celle de nos pays, mais nous sommes disposés à avancer», a répondu Castro après avoir fait un plaidoyer contre la politique impérialiste des USA... pour, au final, saluer Obama, un «homme honnête». Il veut obtenir le retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme, premier pas pour la réouverture d'ambassades dans les deux pays et la levée de l'embargo imposé depuis 1962.

... et celle du coup de poing

«L'arrivée de Cuba est le résultat de l'union et de l'intégration dans la région, et non une concession des

États-Unis», a précisé le président vénézuélien Maduro. Il voulait souligner l'indépendance des pays d'Amérique latine de l'empire américain alors qu'Obama a fait passer un décret désignant le Venezuela comme une «menace inhabituelle et extraordinaire» pour la sécurité des États-Unis.

En réalité, leur politique vise à plier le régime en l'intégrant dans sa politique sud-américaine et le marché au moment où le peuple cubain n'a plus la force de continuer à résister et où les différents gouvernements de gauche ou de centre gauche, progressistes ou d'orientation nationale, sont en difficulté.

Maduro a battu le rappel de la solidarité contre l'«agression impérialiste» mais le jeu entre le Venezuela et les USA est plus compliqué. Obama a assuré que «le Venezuela n'est pas une menace pour les États-Unis, pas plus que les États-Unis ne constituent une menace pour le Venezuela», et dans le même temps, Maduro s'est dit «prêt» à inaugurer une «nouvelle ère» des relations avec les États-Unis: «Je respecte Obama, mais je ne lui fais pas confiance...»... Derrière les jeux de rôles diplomatiques se dessinent des rapports de forces.

Ni prospérité ni équité

«Prospérité avec équité: le défi de coopération dans les Amériques», tel était donc l'intitulé de ce sommet, qui s'est conclu sans déclaration finale, les États-Unis refusant d'y voir mentionné un soutien à Caracas contre lui. Une simple mise en scène diplomatique se jouant des peuples, alors que l'offensive américaine est, elle, bien concrète. Les USA multiplient les bases militaires dans la région, en ouvrant de nouvelles en Colombie, et sur le plan économique, les réseaux de capitaux des multinationales nord-américaines ou européennes captent toujours davantage de ressources naturelles, de terres et de main-d'œuvre. Les manœuvres diplomatiques accompagnent les pressions militaires et économiques, financières pour renforcer la mainmise des USA sur le continent latino-américain qui concentre plus de 600 millions d'habitants. Les travailleurs et les peuples n'ont pas dit leur dernier mot: une nouvelle révolution est à l'ordre du jour pour libérer les Amériques de la domination du capital...

Yvan Lemaitre



RACISME(S)

Comment lutter contre ?

En janvier, les attentats odieux contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher ont entraîné à juste titre une vive émotion dans toute la population. Mais sous couvert d'« union nationale », la réponse à ces actes a aussi permis au gouvernement d'accélérer son offensive antisociale, sécuritaire, réactionnaire.

En effet, ce gouvernement prétend lutter contre le racisme, mais il continue à véhiculer l'idée d'un « problème de l'immigration », favorise les amalgames : musulmanEs et terroristes ou djihadistes, juifs et défenseurs de la politique d'Israël contre les Palestiniens, etc. Il démantèle les camps de Roms, chasse les sans-papiers, et laisse les mains libres à la police, notamment pour exercer des contrôles au faciès. Dans ce contexte, cette offensive s'appuie en particulier sur une stigmatisation des musulmanEs, sommés de se désolidariser des attentats, du fondamentalisme religieux, et de prouver leur appartenance à la « communauté nationale ».

Et comme on le voit dans les urnes, mais aussi par la progression dramatique de certaines idées, c'est bien entendu le Front national qui récolte les fruits de cette

politique : Valls a beau le dénoncer, le FN se nourrit bien de sa politique. Et aucun secteur n'est à l'abri de la pénétration des idées racistes, islamophobes ou antisémites, y compris parmi les catégories les plus populaires.

Comment répondre à cet enjeu ? Comment reconstruire un mouvement antiraciste puissant ? Les récentes manifestations du 21 mars ont permis de regrouper autour d'un même appel différentes organisations et comités locaux, mais disons-le clairement, cette réponse n'était pas encore à la hauteur du défi. Outre l'absence d'un secteur de la gauche sociale et politique, ces manifestations n'auront permis de regrouper que quelques milliers de personnes dans tout le pays. Inverser la dynamique mortifère actuelle passe par la (re)construction d'un rapport de forces et d'une large audience pour les revendications d'égalité des droits et d'égalité sociale, dans les quartiers, les villes, les écoles et facs, et sur les lieux de travail. Comment faire ? L'Anticapitaliste ouvre le débat en donnant carte blanche à des militantEs antiracistes issus de la gauche sociale et politique. Totale liberté à eux, l'enjeu étant de nourrir la réflexion... et d'ouvrir la discussion.

BLEU

BLANC

ROUGE



Articuler les combats

Pour répondre à ce défi, une des questions à poser est celle des convergences, et du lien avec les mouvements qui ont été victimes d'actes ou de paroles racistes, islamophobes

Le contexte politique actuel pose en particulier la question de l'islamophobie. Cette question donne lieu à des débats exacerbés dans les espaces militants, notamment au sein du mouvement féministe. Pourtant la majorité des personnes victimes d'actes islamophobes sont des femmes ! Ces désaccords sont réapparus dernièrement à l'occasion du meeting du 6 mars à Saint-Denis intitulé « Contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire ».



La haine contre celles et ceux qui menaceraient la République...

La montée du racisme en général et des attaques contre des populations décrites comme « dangereuses » s'inscrivent dans une période de crise sociale et de politiques d'austérité particulièrement dures pour les personnes et les groupes les plus fragilisés, mais aussi dans un climat idéologique – celui du « choc des civilisations » – qui entretient la haine contre ceux et celles qui sont décrits comme « étrangerEs » et représenteraient une menace pour la République, pour la sécurité, la laïcité, les droits des femmes, etc.

L'islamophobie constitue un terreau privilégié au développement de l'extrême droite. Mais c'est aussi devenu la manifestation d'un racisme d'État qui se traduit par la relance régulière d'initiatives législatives visant à stigmatiser les musulmanEs. Tout cela conduit à une multiplication de paroles et d'actes racistes touchant des personnes de confession musulmane ou supposées telles. Il semble urgent et nécessaire d'organiser des initiatives qui dénoncent ce racisme ainsi que la politique sécuritaire qui cible principalement les musulmanEs et les jeunes des quartiers.

fasti

Faire le d... uniformi

Intégration ! Laïcité ! Valeurs de la République ! Matraque à la main, le racisme euphémisé, « respectable » qui reste l'une des

Le racisme continue d'être analysé seulement comme la manifestation d'hostilités et de xénophobie entre les individus. Cette approche occulte le contexte politique et socio-économique qui le produit et l'encourage. C'est pourtant l'État qui crée des divisions en fonction notamment de l'origine ou de la religion réelle ou supposée des personnes, et qui mène des politiques qui racialisent les rapports sociaux et construisent les « races ».



racisme vers celle de la « politique de la race » et d'une politisation du racisme.

L'« essentialisation » des individus

Les personnes ainsi « raciséEs » et, d'abord, ceux et celles habitant les quartiers populaires, se retrouvent être les premières victimes du démantèlement du code du travail, du chômage, de la marchandisation des services publics, de la casse du système éducatif et sanitaire, etc. Dans les discours dominants, les inégalités qui en résultent sont expliquées par une « essentialisation » des individus qui, du fait de leur origine ou religion réelle ou supposée, auraient tel ou tel comportement. Cette dépolitisation est bien évidente avec la question des Roms. Nous devons faire un saut qualitatif et déplacer la question du

La « gauche de gouvernement » use des mêmes artifices que la droite. Nous devons la critiquer, mais aussi nous interroger sur les freins qui existent à l'intérieur même de la « vraie » gauche. Parmi les questions que le mouvement doit se réapproprier et penser sans emprunt d'analyse à celles et ceux qui nous dominent, celle des migrations et des migrantEs est toujours pensée de manière misérabiliste, en termes de « problème ». Et si tout simplement on reconnaissait le droit de chaque personne de s'installer où elle le souhaite ? Il en est de même de la notion d'« intégration » qui enjoint d'entrer dans le moule d'une société française parfaitement intégratrice et légitime, de fait le « nous » et « eux »

ats féministes et antiracistes

celle de la construction
organisent les personnes
ou antisémites.



DR

Construire des convergences contre l'islamophobie

L'urgence et le défi du combat antiraciste et de la lutte contre l'islamophobie ne signifient pas de passer par pertes et profits les combats féministes. La présence, le soutien de féministes et d'organisations féministes, contre cette montée de l'islamophobie fait davantage bouger les choses sur le terrain de l'oppression des femmes que la stigmatisation et le rejet.

La lutte contre l'islamophobie devrait concerner tous les mouvements sociaux. Construire des lieux de débat et de mobilisation,

faire converger les luttes, est le meilleur moyen d'être plus fort et de faire cesser ces injustices. Cette démarche est porteuse de contradictions car tous les mouvements ne partagent pas nécessairement les mêmes positions sur tous les sujets.

La nécessité de construire des lieux de convergences permettant sur ces questions comme sur bien d'autres, de construire des rapports de forces n'est plus à démontrer. Ainsi dans les mobilisations qui se construisent actuellement en vue de la Conférence Climat, des réseaux religieux sont présents. Contre les paradis fiscaux, Attac se retrouve au côté d'organisations liées à l'église catholique. Pourtant personne n'impose comme préalable à toute discussion de prendre position sur le droit à l'avortement ou le mariage pour tous et toutes.

Cesser d'opposer les luttes féministes et les combats contre l'islamophobie

On a l'impression qu'on demande toujours plus de certificats de bonne conduite (laïcité, principes républicains, féminisme, questions LGBT...) aux musulmanEs (individuellement ou à leurs organisations), comme si leur religion était intrinsèquement incompatible avec nos «valeurs». Le mouvement féministe devrait être le plus à même de dénoncer les discours dominants, à la fois racistes et sexistes, qui

confisquent la parole des dominées et nient leurs résistances. Car il a, dans ce domaine, une longue expérience, et on sait que les luttes qui touchent à l'émancipation et aux discriminations ne peuvent se faire à la place des personnes concernées. Il faut cesser de parler à leur place, de les déposséder de toute pensée, de nier leurs parcours et l'engagement féministe de femmes de culture musulmane.

Ces éléments n'épuisent pas le sujet de l'articulation du combat féministe et de l'antiracisme, en particulier contre l'islamophobie. Mais ils visent à convaincre qu'il est dans l'intérêt des féministes de s'allier aux autres luttes et de créer des lieux de convergence, tout comme il est dans l'intérêt des antiracistes et de ceux qui luttent contre l'islamophobie de soutenir les revendications féministes. Tourner le dos aux autres mobilisations, sous prétexte qu'elles n'ont pas d'emblée la bonne position sur toutes les questions, est sectaire et mortifère pour l'avenir de nos luttes. Il faut cesser d'opposer les luttes féministes et les combats contre l'islamophobie.

Annick Coupé Syndicaliste et féministe

Ce texte est repris d'une contribution écrite par Annick Coupé, Sigrid Gérardin, Esther Jeffers, Cécile Ropiteaux, Sophie Zafari.

Titre et intertitres de la rédaction

Une lutte pour fédérer

La lutte contre le racisme pourrait nous fédérer parce qu'en fait le racisme ne regarde pas si tu es français, africain ou sans-papiers. Les racistes ne regardent pas qui tu es. La lutte contre le racisme va donc bien au-delà de la lutte des sans-papiers.

En fait développer cette lutte serait favorable non seulement aux sans-papiers mais à tous les précaires. Car le racisme vise tous les précaires, tous ceux dont la faiblesse dépend de leur couleur et de leur statut social.

Jusqu'au sommet de l'État

C'est une lutte qui se mène à tous les niveaux. Au sommet de l'État, ils sont racistes, même le Parti socialiste. L'année dernière, lorsque nous avons traversé la Méditerranée pour aller au Forum social mondial de Tunis, nous avons été expulsés par un de nos chefs d'État : le gouvernement tunisien.

Cette année on a commencé quelque chose de symbolique. On a demandé au gouvernement français un visa pour deux sans-papiers, un homme et une femme, car le Forum social est un endroit pour tout le monde. On a envoyé un courrier de la CISPM (Coalition internationale des sans-papiers et migrants) au président de la République, et on a demandé à toutes les organisations qui nous soutiennent de faire de même. Les réponses du gouvernement ont été envoyées à ces organisations, pas à la CISPM, pas à Sissoko ou à Diallo. L'État qui devrait être garant de l'égalité aurait dû répondre à la CISPM avant de répondre aux autres organisations. Là, il ne nous a même pas répondu. Ce n'est pas simplement une question de sans-papiers, il faut lutter contre le racisme de l'État, contre celui du gouvernement.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Pas spécifiquement une lutte de sans-papiers

Il y a aussi des racistes parmi les pauvres. Mais la question du racisme, c'est une question d'égalité des droits, et le meilleur moyen d'arriver à l'égalité des droits passe par la lutte contre le racisme ancré dans les institutions, parce que la population réagit en fonction de cela.

Les médias ont leur part de responsabilité. Quand les pauvres sont victimes, ils n'en parlent pas. Mais si ce sont des riches ou des gens socialement plus importants, ils vont en parler. Ce qui touche à Sissoko ou Valls n'est pas traité de la même manière... Cela fait 23 ans que je suis en France, je viens de recevoir la déclaration pour obtenir la nationalité. Valls, lui, il est déjà Premier ministre...

La lutte contre le racisme doit donc fédérer. Il faut qu'on invite les organisations qui ont participé au 21 mars en expliquant qu'en luttant chacun de notre côté, personne

n'est entendu. Il est difficile de fédérer mais on pourrait faire des actions communes, peut-être tous les trois mois. On en parle beaucoup parmi les sans-papiers. La lutte contre le racisme n'est pas spécifiquement une lutte de sans-papiers. On peut être victime du racisme en étant français.

On peut proposer des actions. Par exemple la France est censée être le premier pays au monde en termes de droits de l'homme même si cela peut se discuter. Or la circulaire de Valls de novembre 2012 demande aux gens de faire des choses illégales : on demande à des gens qui sont interdits de travailler de présenter des fiches de paie pour être régularisés ! On pourrait se fédérer pour s'adresser au défenseur des droits contre l'État.

Agir pour l'égalité des droits

Il va aussi falloir se battre contre la nouvelle loi sur l'immigration. En tant que militant des sans-papiers, les lois ne m'intéressent pas. On veut la régularisation de tous les sans-papiers sans critère. Il serait absurde qu'un mouvement de sans-papiers fasse des propositions de lois, c'est-à-dire des propositions pour exclure certains sans-papiers en établissant des critères de régularisation.

Chaque autre mouvement doit faire des propositions d'action sur lesquelles on pourrait converger. Je pense que l'angle d'attaque c'est l'égalité des droits. Les ministres disent qu'il faut lutter contre les discriminations, mais dans les faits, ils ne respectent pas cela. Par exemple, ils parlent de liberté d'expression, mais quand, avec les sans-voix, nous sommes allés mettre des banderoles au moment de Noël sur les sapins de la mairie du 18^e arrondissement disant seulement « on vit ensemble, on lutte ensemble, on décide ensemble ». La police nous a attaqués en disant que c'était des dégradations. Pourtant tous les graffitis et collages concernant *Charlie hebdo* sur la statue de la place de la République ont été conservés. Dans ce cas, ce ne sont pas des dégradations...

Les acteurs de la lutte contre le racisme doivent se voir régulièrement pour décider des actions communes.

Anzoumane Sissoko
CSP75, UNSP (Union nationale des sans-papiers) et CISPM (Coalition internationale des sans-papiers et migrants)

Titre et intertitres de la rédaction

leuil d'une forme sante du combat politique

quées à l'envi, ces injonctions masquent – mal – un
s entraves majeures à l'égalité réelle.

crée des catégories «intégrables», «non intégrables», «intégrés», qui tendent à multiplier les divisions. Le droit de vote et d'éligibilité des étrangers en restant dans les limites des élections locales ne permet pas de penser une citoyenneté pleine et entière et conforte la structure raciste de notre société.

La question du voile est elle aussi emblématique de la manière dont nous ne parvenons pas à penser l'articulation des différentes luttes. Nous sommes imprégnés de la mise en concurrence des luttes au détriment des premières concernées : on exclut les femmes voilées au nom des droits des femmes et de l'émancipation. Sous des airs de défense des droits des femmes, ce débat masque une islamophobie (et un sexisme) à peine voilé.

L'auto-organisation au cœur du mouvement

Aussi, pour ne plus laisser aux dominantEs l'exclusivité de «raconter le monde», pour construire ensemble notre récit et notre imaginaire, nous devons soutenir l'auto-organisation des premierEs intéressésEs. Cela veut dire aussi apprendre à travailler avec des gens qui n'ont pas choisi la même «option» du combat.

Nous ne pouvons pas tourner le dos aux habitantEs des quartiers populaires, sous des prétextes qui essentialisent les identités, les cultures et les religions et sont les mêmes que ceux déployés par la classe dominante pour maintenir son ordre social. Les contrôléEs au faciès, les sans-papiers, les «voilées», les Roms, les habitantEs des quartiers populaires et les organisations dans lesquelles ils/elles peuvent se reconnaître, doivent aussi être au cœur du mouvement pour l'égalité des droits.

Le temps est venu de faire le deuil d'une forme uniformisante du combat politique. Et d'accepter que cette construction soit tâtonnements, expérimentations de nouvelles formes de luttes avec de nouveaux acteurs/actrices, de cheminements, de création de passerelles, de complémentarité, de passions joyeuses pour enfin faire du commun ! Construire l'«à-venir» passe par là.

Fernanda Marrucchelli
Coordinatrice de la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec touTEs les ImmigréEs)

www.fasti.org

Titre et intertitres de la rédaction

L'INTÉGRATION VERSION FN...



LICENCIEMENTS

Vivarte taille XXS

Spécialisé dans l'habillement, le groupe Vivarte, qui exploite une dizaine de marques dont Caroll, Chevignon, Kookaï, Naf Naf, San Marina, etc. vient d'annoncer 1 600 licenciements sur 22 000 salariées, via la fermeture de centaines de magasins André et La Halle aux vêtements/aux chaussures. Pour les travailleurEs qui subissent déjà le sous-effectif, le temps partiel imposé et le travail du dimanche, le coup est rude.

Les salariéEs paient ainsi l'échec de la stratégie de montée en gamme ainsi que le développement de magasins en centre ville, comme dans des anciens Virgin Megastore, loin des chaussures bon marché et des implantations peu coûteuses en ZAC qui ont fait sa renommée. Le responsable de cette politique, Marc Lelandais, PDG jusqu'en 2014, s'en sort bien, lui qui est



Bienvenue à La Halle aux licenciements... DR

remercié... avec un chèque de départ de 3 millions d'euros! Pas de problème pour Macron, interviewé peu après cette révélation sur RTL: « L'État ne va pas s'immiscer, je ne vais pas faire une loi pour le patron de Vivarte. » On peut dire qu'il reste fidèle à la

L'indécence des Galeries Lafayette...

ligne socialiste qui prévalait sous Jospin qui lui déclarait en 1999, au moment des licenciements chez Michelin: « L'État ne peut pas tout. » Par contre, prendre une loi pour faciliter les licenciements pour la plus grande satisfaction des patrons, c'est possible!

La confection est aussi touchée avec l'annonce de 400 licenciements chez Dim dont 160 à l'usine d'Autun. Dans les deux cas, ce sont des financiers, américains ou en LBO (« achat à effet de levier »), qui sont aux commandes. Les Galeries Lafayette annoncent 500 licenciements dont la fermeture totale ou partielle des magasins de Béziers, Lille et Thiais: indécent quand, dans le même temps, l'enseigne prétend créer des centaines d'emplois en ouvrant son magasin d'Hausmann le dimanche grâce à la loi Macron, et dépense des millions pour s'implanter, d'ici 2018, dans l'ancien magasin Virgin des Champs-Élysées.

Le 9 avril dernier, ces salariéEs étaient dans les cortèges, tout comme les grévistes pour les salaires de Carrefour Market, Intermarché ou Picard. Aucun licenciement, augmentation des salaires et retrait de la loi Macron: bloquons ce système qui marche sur la tête!

LD

RADIO FRANCE Les grévistes voulaient continuer mais...

À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'assemblée générale des grévistes réunie mardi 14 avril après-midi a décidé majoritairement de continuer le mouvement... Cela contre l'avis de la grande majorité des organisations syndicales qui appelaient à arrêter la grève. Seule la CGT a décidé de maintenir son préavis. Et pourtant...

La veille, grosse assemblée générale. Un médiateur, Dominique-Jean Chertier, nommé en milieu de semaine dernière, a rendu ses propositions à la veille du week-end, et l'assemblée générale doit décider de la poursuite de la lutte. Les syndicats se déclarent déçus par les propositions du médiateur. Il y a de quoi...

Hésitations syndicales et détermination des grévistes

Sa principale proposition consiste à demander l'arrêt de la grève pour discuter des modalités de la mise en œuvre du plan Gallet avec, au cœur, le plan de suppression de 330 emplois et l'engagement de créer 30 emplois pour la communication. Cependant, on sent des hésitations au sein de l'intersyndicale sur la poursuite du mouvement. Pour certains, l'obtention d'un médiateur est un désaveu de Gallet dont tout le monde exige la mise à l'écart, et la longueur de la grève peut commencer à peser sur la détermination des grévistes.

Mais, après la présentation du projet avancé par le médiateur, la simple évocation de la suspension de la grève est accueillie par un bruyant tollé. Et lundi après-midi, après consultation des salariéEs des radios locales, la poursuite du mouvement est votée dans la foulée à la quasi-unanimité moins douze contre et une vingtaine d'abstentions. Certes on sent des hésitations et des tensions, mais la volonté de continuer, de ne pas céder, alors que quasiment rien n'a été obtenu, est forte.

Sous le Gallet, la Fleur

Manifestement dépité de la poursuite du mouvement (mal informé?), le pouvoir tente alors une intervention de déminage. La ministre Fleur Pellerin débarque discrètement à la Maison de la Radio pour rencontrer

l'intersyndicale, espérant peut-être ainsi la faire échapper à la pression des grévistes. Quelques dizaines de grévistes encore présents en début de soirée « surveillent » de l'extérieur la rencontre avec la ministre et Gallet. Une réunion vite écourtée par la ministre qui est venue dire qu'elle soutenait complètement le plan du médiateur. Gallet reste muet durant la réunion. Il est vrai qu'il est très prude... Et à la sortie de la réunion, Fleur Pellerin lui fera une démonstration de comportement, serrant soigneusement les mains de tous les grévistes qui attendaient à la sortie, leur demandant quel est leur

métier... pendant que Gallet, sorti de la salle en regardant fixement la moquette dans les yeux, maintient ouverte la porte de l'ascenseur...

Mardi 14 avril au matin, à l'heure habituelle de l'assemblée générale, il n'y a que quelques dizaines de grévistes qui s'attardent devant la porte et dans les couloirs. Une commission « actions » se réunit pour préparer des initiatives pour les jours suivants. Tout le monde sent bien qu'il faut « faire sortir la grève de la maison ronde ». Interventions dans les émissions, banderoles, lâcher de ballons, interventions dans des lieux publics (gares, Opéra, grands magasins, etc.). Les modalités sont discutées, les tâches réparties. Ces actions sont proposées à l'assemblée générale, et s'il y a accord sur les propositions il est plus compliqué de trouver suffisamment de monde pour y participer.

Continuer mais comment ?

Mais le principal débat porte sur la poursuite de la grève. De la plupart des interventions ressort l'idée qu'il est impossible d'arrêter maintenant le mouvement. En même temps, tout le monde voit bien qu'il faut hausser le niveau de la mobilisation, la rendre plus visible. Avec l'intervention de Fleur Pellerin, le gouvernement délégitime Gallet et fragilise le médiateur. Mais il n'est manifestement pas prêt à céder sur les revendications. L'austérité doit s'appliquer partout.

Au sortir de l'assemblée générale du mardi après-midi, le mouvement, très fragilisé, les grévistes toujours combattifs, ont besoin plus que jamais du soutien de l'ensemble des forces syndicales et politiques, cela quelles que soient les suites. Reste à l'organiser concrètement. Très rapidement.

Robert Pelletier



Radio France dans la rue le 9 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

ÉVRY (91) Appel 24, suites et pas fin!

C'est la quatrième semaine de grève chez Appel 24 et Sérénité 24 (cf. l'Anticapitaliste n°283). Depuis le 16 mars, 11 des 15 salariées de ces deux plateformes téléphoniques (qui n'en font en réalité qu'une), protestent contre leurs conditions de travail, le traitement de leur hiérarchie, et pour une augmentation de 200 euros net mensuel.

Après avoir popularisé leur lutte et noué des contacts notamment avec les UL et UD CGT, les grévistes ont dû faire face à des embauches de CDI destinées à les remplacer et ainsi casser le mouvement. Les grévistes ont aussi reçu la visite d'un huissier venu leur distribuer une convocation au TGI pour entrave à la liberté du travail et atteinte à la bonne marche de l'entreprise...

Le lendemain, après 4 heures de négociations, la délégation des grévistes et leurs soutiens syndicaux ont quitté la table des négociations: le patron accepte d'aménager une

vraie salle de pause et reconnaît la légitimité du regroupement économique et social de ses sociétés en vue d'organiser des élections professionnelles, mais il refuse catégoriquement le paiement des jours de grève, et ne propose qu'entre 10 et 57 euros brut d'augmentation de salaire prime incluse, selon l'ancienneté. Hors de question de descendre en dessous de 120 euros net!

Populariser le mouvement

Le vendredi 3 avril, la CGT appelait à un rassemblement



Toujours là, et toujours combattives! DR

devant le TGI d'Évry afin de soutenir les 11 salariées. Comme son dossier n'est pas solide, l'avocate du patron a tenté de persuader les accusées de reprendre les négociations juste avant l'audience afin de ne pas avoir à plaider! Les grévistes ne sont pas tombées

dans le panneau. La plaidoirie de l'avocate du patron a été un tissu de mensonges, le tout démonté avec art par l'avocat de la défense. Les salariées ont été acquittées des deux chefs d'accusation... Pour autant, le patron n'a pas repris les négociations.

Afin de faire connaître leur mouvement et le besoin de solidarité financière, les 11 grévistes ont réalisé une apparition appréciée le 9 avril avant de porter leur revendications devant le conseil municipal d'Évry le soir même. Il y a urgence à populariser leur mouvement.

CorrespondantEs

ÉNERGIE ----- 100% renouvelable



Une mafia qui entere les rapports défavorables... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

DROITS DES MIGRANT-E-S Une lutte victorieuse

Ce vendredi 10 avril, tous les salariéEs du salon de coiffure afro du 57 boulevard de Strasbourg, en lutte depuis 10 mois pour obtenir la reconnaissance de leurs droits, contre leur surexploitation et des conditions de travail indignes (cf. interview dans *L'Anticapitaliste* n°256) se sont enfin vu remettre un récépissé valant autorisation de travail. Cet événement est l'épilogue d'une lutte obstinée qui se conclut donc par une belle victoire.



TravailleurEs victorieux et soutiens. DR

Succès exemplaire : d'abord parce que la volonté de ne rien lâcher a su s'affirmer dans la durée, l'émancipation des salariéEs, en grève avec occupation jour et nuit du lieu de travail depuis mai 2014, est passée par leur prise en main directe des rênes de la lutte, en dépit de leur extrême vulnérabilité au départ. Cette fois, l'autonomie n'a pas été un vain mot.

Exemplaire également au regard de l'intimidation et de la violence, allant jusqu'aux menaces de mort, auxquelles les travailleurEs, ainsi que certains de leurs soutiens les plus en vue, ont été confrontés. Ce qui renvoie à une autre caractéristique de ce conflit : les pratiques proprement (si l'on peut dire!) mafieuses du patronat du secteur. Des employeurs esclavagistes qui n'en bénéficiaient pas moins de la bienveillance de la préfecture et d'un gouvernement donneur d'ordres qui, en ne se résignant pas à régulariser toutes les situations, avait jusqu'à présent couvert de fait ses exactions. Racisme d'État oblige... le Droit dû-t-il être passé par pertes pour les uns et profits pour les autres ! L'un des mérites de cette lutte a d'ailleurs été de parler sans ambages d'employeurs « mafieux » et de « traite des êtres humains » puisque telle était la réalité, notamment en matière de conditions de recrutement. Bien plus, une plainte a été déposée à ce titre en août 2014, l'essai devant être transformé par l'aboutissement de cette plainte.

Une victoire qui ne doit pas être sous-estimée

Sur le front de l'antiracisme d'abord, car, bien loin d'être concurrents, les combats pour la régularisation de tous les sans-papiers : pour la libre circulation et la libre implantation des êtres humains ; contre l'islamophobie, l'antisémitisme que par contrecoup elle ravive, et le racisme antiroms ; contre les contrôles au faciès et toutes les discriminations ; contre, plus généralement, la politique de la race, d'essence coloniale, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières et, ici, contre le travail dissimulé et pour le plein droit des travailleurs étrangers ne sont que les multiples faces d'un même combat, contre tous les racismes. Sur le front de l'entreprise ensuite : dans un pays frappé par une macronite aiguë, cette issue heureuse d'un conflit du travail particulièrement dur devrait être un encouragement pour tous les travailleurEs déterminés à faire

valoir des droits que l'actuel gouvernement tente – c'est peu dire – d'écorner. Les syndicats – tout particulièrement l'UD 75 de la CGT, mais aussi Solidaires et, in fine, la confédération CGT qui, d'abord réservée, a fini par mettre tout son poids dans la balance –, ne s'y sont pas trompés, pas plus que les orgas et un certain nombre d'élus qui se sont joints à un bel engagement unitaire.

Enfin n'oublions pas que les professionnels de la coiffure et manucures du boulevard de Strasbourg sont principalement des femmes.

Avancée antiraciste, féministe, contre des patrons voyous. Un parti anticapitaliste ne peut que s'en réjouir !

François Brun

CENTRE HOSPITALIER D'ORLÉANS (45) La lutte des urgences continue

En grève depuis plus d'un mois et assignées au travail par la direction (cf. *L'Anticapitaliste* n°281), l'équipe des urgences de l'hôpital d'Orléans ne baisse pas les bras.



Grève, il y a urgence! DR

Malgré les pressions de l'encadrement usant de menaces sur l'avenir de leur emploi pour les contractuelles et d'intimidations permanentes envers les infirmières et les aides-soignantes, malgré les acrobaties du chef de service qui est allé lui-même enlever la banderole intersyndicale sur le toit du bâtiment et s'est ouvert le crâne à cette occasion, la lutte continue!

Avec le pari d'une convergence des luttes avec les équipes d'autres hôpitaux confrontés aux mêmes difficultés : saturation des services d'accueil et des urgences, manque de lits pour les patients, manque de personnel... Un appel avait été lancé aux autres établissements pour une conférence de presse le mardi 7 avril. Tours en grève depuis deux

mois, Saumur et Angers ont répondu présents ; une représentation de la Convergence des hôpitaux en lutte a fait aussi le déplacement ; et le soutien de Besançon, Caen, Le Mans, Clermont-Ferrand qui n'ont pu faire le déplacement.

Échange d'expériences

L'équipe d'Orléans a repris du courage dans cette lutte contre les moulins à vent des directions, locales comme régionales, qui restent sourdes à leur détresse et à leurs appels au secours. Après les interviews dans la presse écrite, radio et télé, une confrontation des expériences des unEs et des autres a permis des échanges riches.

Prochaine échéance, après la manifestation du 9 avril, une entrevue avec le sénateur socialiste du Loiret, s'il est encore vivant, pour qu'il passe le relais aux « responsables ministériels », s'ils existent...

L'intersyndicale soutient ce mouvement, mais l'unité est aussi un combat sans fin. Sud est le moteur de cette lutte exemplaire soutenue par la CGT. FO assure une présence symbolique, et la CFDT s'est rangée du côté de la direction, emballée par la « modération » de ses revendications, copié-collé des propositions inexistantes des patrons de l'hôpital ! Nous, on continue !

JC

MAL LOGÉ-E-S ET MINEURS ÉTRANGERS ISOLÉS Une première victoire

Depuis le mardi 31 mars, 300 personnes ont installé un campement place de la République à Paris, à l'initiative du Droit au logement (cf. *L'Anticapitaliste* n°284). Il y a des familles mal logées « prioritaires Dalo », des expulsés de la fin de la trêve hivernale, des expulsés des foyers de Boulogne et de la rue du Retrait à Paris. Et aussi 43 « MIE », mineurs étrangers isolés.

Ces jeunes ont fui leurs pays ravagés par la guerre ou la misère et vivent aujourd'hui à la rue, dans la plus grande précarité. Les lois sur la protection de l'enfance imposent pourtant à l'État (en l'occurrence la mairie de Paris) de prendre en charge les mineurs isolés, quelle que soit leur origine, en leur assurant un toit, la scolarisation, un suivi éducatif... Mais cette municipalité fortunée, qui aime se présenter comme exemplaire en matière de solidarité, nie tout simplement leur existence. Avec un argument tout bête : ils seraient en fait majeurs, et donc à eux de se débrouiller, livrés aux dangers de la rue ! Pour fuir ses responsabilités et limiter ses dépenses d'aide sociale à l'enfance, la mairie a donc imaginé tout un système de filtres et de chicanes : le jeune est décrété « au doigt mouillé » majeur par son agence, la Paomie, sous-traitée au rabais à l'association France terre d'asile. Si le jeune a la chance d'apprendre qu'il peut faire un recours, la sentence est éventuellement ratifiée par un juge qui invalide arbitrairement les documents présentés... ou fait procéder à des tests osseux, une méthode pour le moins douteuse et largement contestée.

Et pourtant ils existent !

Mais ce grand campement placé au cœur de Paris crève les yeux, et, faute de pouvoir nier complètement ce scandale, l'État commence à reculer : une discussion avec l'Éducation nationale a débuté en vue de la scolarisation de tous ces jeunes, et le 10 avril, le ministère du Logement s'est engagé auprès de la délégation du campement à proposer des solutions de relogement aux familles mal logées et d'hébergement aux 43 MIE. Le sort des « hommes célibataires » du campement reste pour l'instant peu clair. C'est une première reconnaissance officielle du problème. Une première victoire, même s'il s'agit de rester vigilants, et voir si les promesses sont tenues. Et ce n'est qu'un début, car ce que ces jeunes demandent, ce dont ils ont besoin, c'est d'une véritable prise en charge sociale et éducative par les services de l'Aide sociale à l'enfance.

Yann Cézard et Stan Miller



Les MIE au campement de République. DR

d'ici 2050 !

Plutôt que de rouler les mécaniques sur les gaz de schiste et de valoriser le nucléaire, Ségolène Royal ferait mieux de s'inspirer du dernier rapport de l'Ademe (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)...

Le rapport qui dérange

En 120 pages, les experts de l'Ademe et de la direction générale de l'énergie et du climat (on peut difficilement faire plus officiel) imaginent comment la France pourrait vers 2050 satisfaire ses besoins énergétiques avec les seules énergies renouvelables. Selon eux, la France dispose d'un potentiel d'énergies renouvelables considérable. La production pourrait atteindre 1268 TeraWatt heure (TWh), soit trois fois la demande d'électricité escomptée (422 TWh). L'étude a été réalisée pour chaque heure de l'année, pour chaque région, avec une modélisation sur toutes les filières de renouvelables, pilotables ou non (éolien terrestre, en mer, filières marines, photovoltaïque, hydraulique, géothermie, incinération d'ordures ménagères, cogénération au bois, méthanisation, solaire thermodynamique à concentration, centrales hydroélectriques à réservoirs). Le rapport accorde une grande

place à l'éolien, s'appuyant notamment sur une nouvelle génération de machines adaptées à des régions où les vents sont plus faibles. Mais, anticipant les réticences face aux éoliennes, les auteurs ont aussi élaboré un scénario alternatif, où une plus faible proportion d'éolien terrestre et de photovoltaïque au sol est compensée par une importante part de panneaux solaires sur les toitures et par l'émergence de la filière houlomotrice (l'énergie des vagues), ainsi que beaucoup de stockage dont les enjeux ont été étudiés (batterie, station de transfert d'énergie par pompage...).

Sortir du nucléaire est possible...

Au total, plusieurs scénarios ont été comparés : 100% renouvelables, 95%, 80% et 40%. Mais, chiffres à l'appui, l'étude précise et argumentée explique que le scénario « 100% d'électricité provenant des renouvelables en 2050 » coûterait à peine plus

cher aux consommateurs que le maintien du nucléaire à 50% de la production électrique (seuil fixé pour 2025 par Hollande) : 119 euros/MWh contre 117 euros/MWh. Et encore le coût du démantèlement des centrales et de la gestion est largement sous-évalué. On comprend bien que le lobby du nucléaire, mais aussi le gouvernement Hollande-Valls-Royal, qui veulent garder une place privilégiée au nucléaire, n'ont pas intérêt à ce que le rapport soit divulgué, commenté et discuté. Mais ce rapport existe, a été diffusé sur *Mediapart*, et apporte la preuve qu'on peut se passer du nucléaire, technologie dangereuse, polluante et coûteuse.

Nécessaire et urgent

Alors que l'EPR de Flamanville accumule les malfaçons – dernière en date, un défaut rédhibitoire dans le couvercle de la cuve –, que le risque lié à la chute d'un avion de

ligne est maintenant avéré, c'est maintenant qu'il faut engager la sortie du nucléaire. Pour sa part, le NPA propose depuis 2010 un scénario de sortie du nucléaire en moins de 10 ans qui inclut la réduction des gaz à effet de serre. Le rapport de l'Ademe, dont les résultats ont été soumis à un comité scientifique d'experts nationaux et internationaux dans le domaine de l'énergie, apporte de l'eau au moulin de notre propre étude, par ailleurs bien plus ambitieuse en ce qu'elle remet en cause la consommation effrénée d'énergie et rend le pouvoir de décision aux salariéEs et aux usagerEs. Les pitoyables tentatives de dissimulation de la part du gouvernement sont vaines : de nouvelles perspectives militantes sont désormais ouvertes à toutes celles et ceux qui s'inscrivent dans un combat plus global pour changer de société.

CorrespondantEs de la commission nationale écologique



Communiqué du NPA



Alain lors d'un rassemblement de soutien. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

RELAXE D'ALAIN POJOLAT La solidarité avec le peuple palestinien n'est pas un crime!

Alors que le parquet avait fait appel de la décision de relaxe du tribunal de Paris, Alain Pojolat est relaxé. C'est une excellente nouvelle, pour toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois contre la criminalisation du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien par le gouvernement Hollande-Valls.

Plusieurs manifestations en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza qui subissaient l'agression féroce de l'armée israélienne, ont été interdites en juillet et août derniers. Ces interdictions étaient scandaleuses. Le gouvernement, parce qu'il soutient la politique du gouvernement israélien, a tenté de discréditer le mouvement de solidarité avec les Palestiniens en s'appuyant sur les provocations de l'extrême droite sioniste. Il a tenté de réprimer la solidarité qui s'est exprimée très massivement cet été avec Gaza en interdisant les manifestations. Il a enfin poursuivi devant les tribunaux Alain Pojolat parce qu'il avait déposé, au nom du collectif unitaire, les demandes d'autorisation à manifester.

Toutes ces tentatives ont échoué. Malgré les interdictions, malgré la police, c'est par milliers que les manifestants sont venus dénoncer dans la rue l'agression israélienne. C'est par milliers que la pétition regroupant entre autres une large palette de personnalités du monde associatif, syndical, artistique et politique, a été signée, dénonçant l'inculpation d'Alain Pojolat.

La solidarité doit continuer car ce sont l'ensemble des poursuites contre celles et ceux qui ont participé aux manifestations de cet été, ou qui s'investissent dans la campagne de boycott d'Israël, qui doivent être abandonnées, et pour cela il faut que la circulaire Alliot-Marie qui criminalise le boycott soit abrogée. Malgré cette bonne nouvelle, nous n'oublions pas que ce gouvernement accentue la répression contre toutes celles et ceux qui s'opposent à sa politique antisociale. Comme c'est le cas pour Gaëtan, militant du NPA à Toulouse qui vient d'être condamné à deux mois de prison ferme pour avoir manifesté contre le barrage de Sivens, ou encore Yann Le Merrer, postier qui vient d'être révoqué pour fait de grève. La solidarité avec le peuple palestinien, la lutte contre les grands projets inutiles et les grèves pour la défense du service public ne sont pas un crime mais un droit!

Montreuil, le 10 avril 2015

En campagne

Pour Gaëtan et tous les condamnés, relever la tête face à la répression

Depuis la mort de Rémi Fraisse sur le site du barrage de Sivens cet automne, la répression ne cesse de s'intensifier à Toulouse (cf. *L'Anticapitaliste* n°284). L'interdiction des manifestations devient la norme et lorsqu'elles sont tolérées, comme le 21 mars, un dispositif policier monstrueux est déployé sur l'ensemble de la ville...

La répression a aussi son volet judiciaire, qui n'est pas des moindres : rien qu'à Toulouse, plus de 54 manifestantEs ont été condamnés après avoir participé à des manifestations contre les violences policières et le barrage de Sivens. Notre camarade Gaëtan, militant du NPA et syndicaliste à Solidaires étudiantEs, en fait partie. Il vient d'être condamné en appel à une peine de six mois de prison, dont deux mois ferme sans mandat de dépôt, et passera dans les jours qui viennent devant le juge d'application des peines.

Face à la spirale de la répression judiciaire et carcérale qui cherche à briser des vies pour nous faire taire tous, il est indispensable de rompre l'isolement et de construire la solidarité la plus large possible, envers Gaëtan et tous les manifestantEs condamnés par une justice arbitraire et soumise aux injonctions du gouvernement.

Là est l'objectif de la campagne « Pas de prison pour Gaëtan et tous les condamnés pour avoir manifesté! », qui d'ores et déjà rencontre un écho

national et international. Cette campagne démocratique articule la défense inconditionnelle de Gaëtan à celle de tous les condamnés.

Populariser la mobilisation

Pour rendre visible la répression des militantEs, trop souvent étouffée par les grands médias, une campagne de selfies solidaires a été lancée sur internet, avec succès : Jean-Luc Mélenchon, Philippe Martinez, Clémentine Autain, Arlette Laguillier, Gérard Filoche, des représentants du PCF, de EÉLV, des membres du secrétariat de l'Union syndicale Solidaires, ainsi que nos camarades Olivier Besancenot et Alain Krivine ont ainsi affiché leur soutien. En plus de ces figures politiques et syndicales, Daniel Mermet, les salariéEs en grève de Radio France, de Carrefour Market et de Paris 8, ainsi que des centaines d'étudiantEs et de manifestantEs du 9 avril ont participé à cette campagne de soutien.

Une motion a été votée par le conseil d'administration de l'université du Mirail où Gaëtan étudie. Une pétition¹ est en ligne en plusieurs langues (déjà



plus de 5000 signatures) et une page Facebook (3500 likes) de soutien à Gaëtan et aux autres condamnés² a été créée, ainsi qu'une vidéo en ligne³. À l'échelle internationale aussi, des soutiens ne cessent d'arriver, avec la signature de la pétition par des personnalités telles que le réalisateur britannique Ken Loach, et les intellectuels Slavoj Žižek, Giorgio

Agamben et Domenico Losurdo. Des motions et selfies de soutien ont été envoyés depuis l'État espagnol, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Russie, la Turquie, l'Iran, la Bosnie... Des rassemblements ont eu lieu devant les ambassades ou consulats de Madrid, Barcelone, Saragosse, Buenos Aires et Mexico. À Toulouse comme à l'échelle nationale, l'enjeu est à présent de concrétiser tous ces soutiens dans l'unité d'action, afin de préparer des rassemblements unitaires les plus massifs possibles, lorsque que Gaëtan passera devant le juge d'application des peines. C'est le moment où jamais pour marquer le coup et commencer à relever la tête face à la répression. Pas de prison pour Gaëtan et tous les condamnés pour avoir manifesté!

Pierre Reip

1 - <https://www.change.org/p/non-a-la-prison-pour-gaetan-et-tous-les-autres-condamnés-pas-de-prison-pour-gaetan-et-les-autres-condamnés-pour-avoir-manifesté>

2 - <https://www.facebook.com/pas.de.prison.pour.gaetan>

3 - <https://www.youtube.com/watch?v=QqhKRlzpOyk>

Après le 21 mars. Et maintenant?

La mobilisation pour les manifestations du 21 mars a permis de dresser un état des lieux de la situation sur le front de l'antiracisme, des reculs accumulés et des bases sur lesquelles une riposte peut se construire...

Deux semaines après le 21 mars, une assemblée a réuni 115 actrices et acteurs de la mobilisation le samedi 4 avril à la bourse du travail de Saint-Denis : membres de nombreux et divers collectifs, associations, syndicats et organisations politiques. En lien avec la crise générale de la gauche et de ses organisations, le mouvement antiraciste traditionnel est en décomposition et le recul idéologique est important dans l'ensemble de la société. Mais à côté de cette décomposition de l'ancien émergent des collectifs dans les quartiers, souvent centrés sur des questions spécifiques, des associations thématiques et des tentatives de « reprendre l'initiative ». Comme en témoignait Saïmir Mile de la Voix des Roms lors de l'assemblée, le pouvoir favorise cette fragmentation en construisant activement une

concurrence des causes. L'assemblée du 4 avril a ainsi illustré les difficultés à combiner l'urgence de répondre aux attaques spécifiques et la nécessité de reconstruire un rapport de forces global contre le racisme. Car l'urgence qui oblige les premiers concernés à prioriser leur propre lutte les mène aussi parfois à l'opposer à celle des autres.

Mais ce développement de luttes locales n'en est pas moins une force. D'abord parce qu'on ne peut imaginer la possibilité d'une riposte générale sans résistance aux attaques concrètes et spécifiques. Et que c'est pour répondre à ces attaques que se constituent des collectifs, comités, associations, à l'occasion de l'expulsion d'un camp de Roms, de l'exclusion d'une maman voilée dans une école, d'un crime policier dans un quartier, d'un foyer de migrants



Contre tous les racismes, on continue! PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

fermé, etc. Ensuite parce que, ce faisant, ces ripostes mettent au centre des mobilisations les premiers et premières concernés.

Combiner actions locales, débats et convergences nationales

C'est donc sur cette base qu'une riposte est possible en se gardant de l'idée qu'un cadre général peut se substituer au stade actuel au développement de ces tissus militants locaux. La tâche serait donc de leur donner plus de visibilité, de favoriser les échanges entre différents fronts de lutte à l'échelle d'un même quartier et entre différents lieux. Et de proposer des possibilités de convergence sur des campagnes.

Tout cela doit se combiner aux débats pour échanger, construire la confiance, mieux comprendre ce à quoi nous faisons face et élaborer une stratégie d'ensemble. De ce point de vue, des rendez-vous existent déjà,

comme les rencontres nationales des luttes de l'immigration et des quartiers populaires le week-end du 18-19 avril à Saint-Étienne ou le Forum contre la racialisation de la politique le 9 mai à Gennevilliers. Enfin, des campagnes pourraient permettre de commencer progressivement à construire les convergences même si elles ne regrouperont pas immédiatement tout le monde : campagne contre le projet de loi contre les nounous voilées, campagne contre la loi sur le renseignement, manifestation contre le racisme et le fascisme le 6 juin à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Clément Méric... La mobilisation contre la loi sur l'immigration et le droit d'asile qui sera présentée au début de l'été pourrait être une occasion de convergences entre tous ces réseaux mais aussi avec des syndicats et des forces politiques.

Denis Godard



Unis contre la loi Macron

Mardi 7 avril, deux jours avant la journée de grève et de mobilisation, entre 400 et 500 personnes ont participé au meeting du collectif 3A contre l'austérité et la loi Macron au gymnase Japy à Paris. ReprésentantEs de la gauche sociale et politique, militantEs de partis, de syndicats et d'associations, y ont pris la parole, dont notre camarade Olivier Besancenot. La convergence doit continuer.

PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Hommage



Billie Holiday, extraordinaire chanteuse de jazz

Née il y a tout juste cent ans ce mois d'avril, Billie Holiday était une des plus grandes chanteuses de jazz. Victime du racisme mais aussi rebelle, par son talent et par sa vie, elle a marqué son époque et nous parle encore aujourd'hui.

Billie Holiday a à peine 18 ans lorsqu'un producteur de Columbia la découvre dans un des clubs de Harlem où elle chante pour des pourboires. Pendant plus de 20 ans, elle chantera avec tous les grands musiciens.

Étrange fruit

Reconnue comme immense chanteuse, sa renommée est due aussi à un morceau en particulier, *Strange Fruit*, qui évoque l'horreur des lynchages de Noirs dans le Sud des États-Unis. Une des chansons les plus puissantes sur le racisme, que l'interprétation de Billie Holiday rend encore plus émouvante.

Les arbres du Sud portent un étrange fruit,

Du sang sur les feuilles et du sang aux racines,

Un corps noir qui se balance dans la brise du Sud,

Étrange fruit suspendu aux peupliers.

La première strophe, même en

français, en donne une idée mais écoutez l'original!!

Entre 1890 et 1939 quand Billie l'a chantée pour la première fois, il y a eu presque 4000 lynchages! *Strange Fruit* fut écrit par Abel Meeropol, un membre du PC américain, un parti très implanté à Harlem grâce à son travail antiraciste. Billie Holiday n'était pas elle-même quelqu'un de «politique» mais comme le disait un de ses biographes, Donald Clarke, «Être noire aux USA c'est comme porter des chaussures trop serrées. Que tu sois militant ou que tu fasses profil bas, tu as mal aux pieds. Mais Billie ne faisait pas profil bas. Elle vivait "Black is beautiful", avant que ce ne soit à la mode.»

La défiance

Quand Billie naît, sa mère n'a que 15 ans et son père qui ne reste pas, n'en a que 17. Placée dans des maisons de redressement, violée à l'âge de 11 ans, Billie finit par s'en sortir grâce au chant. Néanmoins, même plus

tard quand elle sera riche et célèbre, elle n'échappera pas au racisme. Au sommet de sa gloire, une tournée dans le Sud avec un grand orchestre blanc sera écourtée, car elle ne peut ni réserver une chambre à l'hôtel ni manger dans un restaurant avec les musiciens de l'orchestre...

Longtemps présentée comme une «simple chanteuse de variété», Billie Holiday était en fait très consciente du contenu et de l'effet de ce qu'elle chantait. «*Strange Fruit permettait de faire le tri entre les gens bien et les crétiens*», dit-elle dans son autobiographie. Puis, lors de la montée du maccarthysme et la chasse aux «rouges», contrairement à d'autres chanteurs qui l'ont retirée de leur répertoire, Billie continuait à la chanter.

Cette défiance par rapport à ce que pouvaient penser les gens, elle la montrait aussi dans sa vie personnelle. Elle a eu de nombreux amants, mais elle assumait aussi le fait d'avoir eu de nombreuses amantes.

Une vie trop courte

La fin de sa vie sera aussi chaotique que ses débuts. Alcool, héroïne et cocaïne finiront par détruire son corps et l'amèneront à un séjour en prison. L'État ne lui pardonne pas «l'impudence» d'une Noire qui bafoue les règles de la bonne moralité. Suite à sa condamnation pour consommation de drogues on lui interdira de chanter dans les clubs de New York et le harcèlement continuera jusqu'à son lit d'hôpital où la police attendit qu'elle sorte du coma pour l'arrêter à nouveau. Elle ne se réveillera pas, le corps la lâcha enfin, et elle décéda à l'âge de 44 ans seulement.

Si Billie Holiday n'est plus là en chair et en os, il reste ses chansons qui ont inspiré et ému des millions de personnes. Elles continueront certainement très longtemps encore à le faire.

Ross Harrold

1 - <https://www.youtube.com/watch?v=h4ZyuUly9zs>

Essai

Sous l'empire du capital. L'impérialisme du 21^e siècle, Claudio Katz

M éditeur, 2014, 24 euros

L'instabilité mondiale a de quoi inquiéter, tant la situation semble hors de contrôle, exprimant un chaos géopolitique dont il n'est pas simple de saisir ni les enjeux ni les implications futures à plus ou moins court terme. D'où l'utilité de débattre, confronter différentes appréciations. C'est justement l'objectif de Claudio Katz, économiste argentin, dans cet ouvrage qui tente de comprendre les différences entre l'impérialisme «classique» et celui du 21^e siècle.

Le terme d'impérialisme est associé depuis un siècle à la brochure de Lénine écrite dans le contexte de la Première Guerre mondiale, lorsque le partage territorial du globe entre puissances capitalistes venait de s'achever. Une étude qui mérite d'être poursuivie et actualisée. Car le contexte a beaucoup changé: au lieu des guerres inter-impériales et conflagrations qui ont secoué la première moitié du 20^e siècle, on observe plutôt une action géopolitique relativement coordonnée des grandes puissances capitalistes de la Triade (États-Unis, Union européenne, Japon), sous domination étatsunienne, qui doivent désormais faire face à un groupe de pays émergents, dont l'influence géopolitique s'accroît et est en passe de constituer un «nouveau camp».

L'auteur insiste sur la place de l'appareil d'État étatsunien dans la mondialisation néolibérale. Un État qui défend et protège sa bourgeoisie nationale bien entendu mais qui doit aussi assurer les conditions de reproduction de

l'ordre capitaliste mondial. Car si, dans la compétition internationale, les grandes firmes capitalistes se concurrencent entre elles, elles ont aussi, à l'heure où la concentration du capital atteint un degré très élevé, «*besoin de conserver un cadre de cohabitation mondiale pour mener cette bataille*», sorte d'association internationale des puissants,

qui n'est bien sûr pas exempte de contradictions ni de tensions, mais où le rôle militaire des États-Unis est toujours prépondérant et dont le rayon d'action impérial est étendu à toute la planète.

Un angle d'attaque utile, soumis à discussion, pour mieux comprendre le monde actuel.

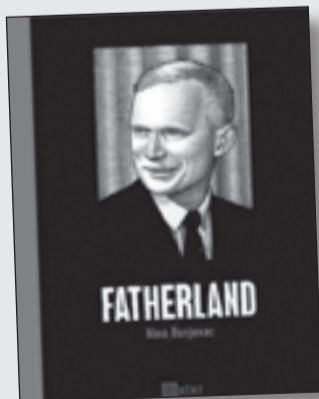
Patrick Chaudon



Bande dessinée

Fatherland, Nina Bunjevac

Ici même, 2014, 23 euros



«**F**atherland», la Yougoslavie, pays du père mais dessiné et raconté par sa fille depuis le Canada où, en un siècle, la famille aura fait de multiples aller-retour sans espoir d'un pays à l'autre. Seule la bande dessinée pouvait affronter l'exploitation capitaliste du Canada et le socialisme pas vraiment autogéré de Tito. Les illusions du «nouveau monde» et celle d'un «monde

nouveau» dirigé par des partisans intègres, au début tout au moins. Qui se rappelle Milovan Djilas, héros de la résistance antinazie et adjoint de Tito, révolté par les privilèges de la bureaucratie du nouvel État et politiquement éliminé à la fin des années 50? La grand-mère de Nina, qui assurément se souvient aussi des luttes du nouvel État contre les «oustachis» croates et les «tchetnik» serbes, et d'un passé où le nationalisme, écrasé par la poigne du régime titiste, ne demandait qu'à resurgir.

Dans ce contexte, la quête de Nina pour retrouver le souvenir d'un père rallié au nationalisme et au terrorisme anticommuniste à la fin des années 60, ne peut que se confronter à la grande histoire. Nina est née au Canada, a vécu en Yougoslavie toute son adolescence

grâce au retour au pays de «la mère» tandis que son père, resté au Canada avec le frère de Nina, se faisait exploser par la bombe qu'il préparait contre les «titistes» canadiens en 1977.

Venue de la peinture, Nina Bunjevac a vite compris que seule la narration dessinée pourrait faire vivre sa tragédie et celle de tout un peuple. Son récit est dense et robuste tandis que son graphisme rugit de grandes masses noires et de hachures rompues par un «pointillisme» qui évoque à s'y méprendre la raideur «socialiste» (bureaucratique). Le récit se clôt dans les années 80.

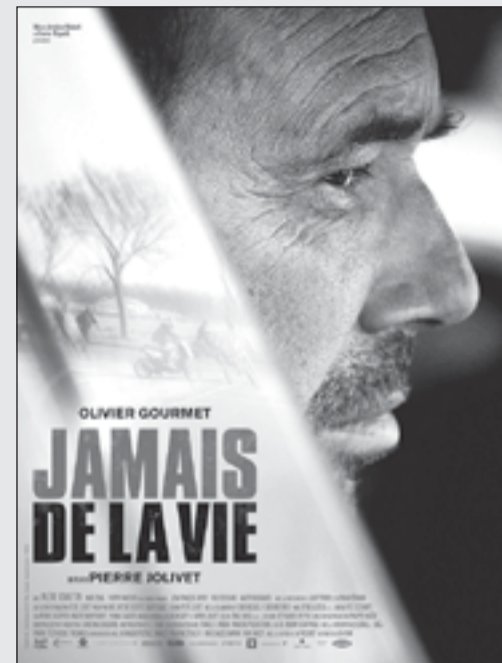
L'auteure ramenée au Canada par sa mère nous prépare un ouvrage sur le déchirement des années 90. Nous l'attendons avec impatience.

Sylvain Chardon

Cinéma

Jamais de la vie de Pierre Jolivet

Avec Olivier Gourmet, Valérie Bonneton et Marc Zinga. Sortie le mercredi 8 avril



Un ancien syndicaliste, qui a été licencié après des combats qu'on imagine intenses, se retrouve 10 ans plus tard à faire seul le gardien de nuit d'un super marché dans la grande banlieue sud de Paris. Fini les combats collectifs, les copains sont dispersés et ne se voient plus, le travail est d'un ennui mortel, et la retraite misérable programmée.

Le film lentement passe sur les gestes dérisoires de ce quotidien, sur les personnalités qui le partagent, pour finir en polar noir, très noir. La tension monte nuit après nuit, chaque aube apportant au spectateur un moment de répit. Pierre Jolivet campe des personnages crédibles, avec Olivier Gourmet mais aussi avec l'ensemble des rôles secondaires.

L'ancien syndicaliste, qui a gardé sa capacité de comprendre et de se solidariser avec son entourage, ce qui le maintient debout, ne trouve plus les moyens de l'action collective. Il n'a d'autres solutions que de se sacrifier pour sauver les autres. De ce point de vue, on est bien loin de Ken Loach. Ici la conscience de classe a disparu. Un film qui témoigne de la défaite sociale à l'œuvre et de la résignation qui l'accompagne.

JMB



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

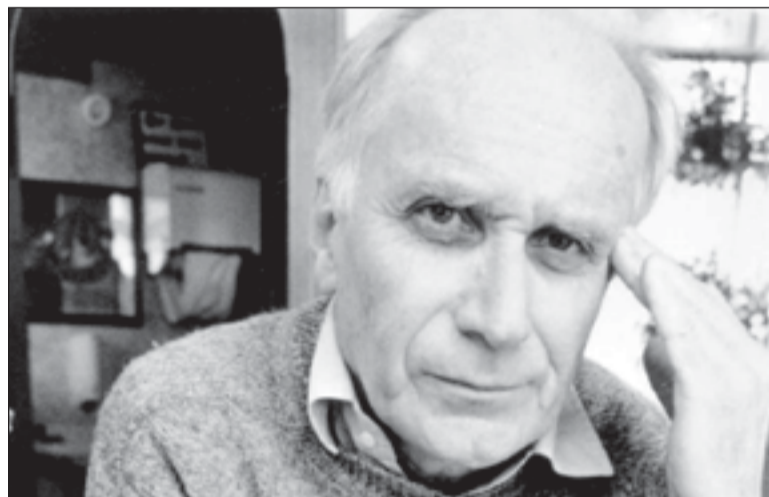
Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

Hommage à François Maspéro



François Maspéro il y a peu de temps. DR

Entretien. Éditeur, écrivain, intellectuel et militant, François Maspéro est décédé le samedi 11 avril. Pour lui rendre hommage et évoquer cette figure que nous avons tous d'une façon ou d'une autre croisée, nous avons interrogé son ami **Marcel-Francis Kahn** et notre camarade **Alain Krivine**.



François Maspéro, juillet 1967. DR

Qu'a représenté pour ta génération François Maspéro ?

M-F. K. : Je dirais que pour les gens de notre génération, les positions et le travail éditorial de François fut perceptible à partir du début de la guerre d'Algérie. L'opposition aux guerres coloniales avait été à la fin des années 40 et au début des années 50 monopolisée par le PCF (Madagascar, première guerre d'Indochine...) dont le stalinisme inconditionnel, avec son soutien aux procès de Prague, de Budapest et de Sofia, laissait peu de place à ceux qui combattaient à la fois le colonialisme et ce stalinisme. Certes, il y avait eu le RDR (j'en fis partie) et les représentants divisés (hélas pour eux et les causes qu'ils défendaient) de la Quatrième Internationale.

Avec des gens comme François Maspéro, qui fit un très court passage au PCF et plus tard comme moi de façon brève à la Ligue, se levait une génération intellectuelle qui reprenait le flambeau de ces luttes. Et François Maspéro en fut très vite un des porte-drapeau grâce à sa librairie puis aux Éditions.

A.K. : Pour les jeunes générations, le nom de Maspéro n'est souvent pas connu, mais pour la mienne c'est un véritable symbole qui vient de disparaître. Symbole de la combativité, du courage, de l'internationalisme du combattant qui, avec ses moyens, ne reculerait jamais. Mais même à l'époque, du fait de sa discrétion peu de gens le connaissait ou le reconnaissait. Il se cachait presque dans sa librairie, refusait les interviews, et souvent refusait de parler dans les réunions publiques si ce n'est pour bafouiller quelques mots. Personne ne savait, par exemple qu'il était resté environ deux ans à la LCR, mais la vie d'un parti ne rentrait pas dans sa façon d'être. Il voulait surtout exprimer sa sympathie politique et rien d'autre.

Quel fut le rôle de sa librairie au Quartier latin ?

M-F. K. : L'influence de sa librairie au Quartier latin fut très rapidement considérable, car il apparut très vite qu'elle n'était inféodée à aucun groupe, parti ou secte. Parmi ceux qui travaillaient dans cette librairie, il y avait des gens d'opinion et d'affiliation très diverses et cette diversité se traduisait à l'évidence par la variété des ouvrages proposés et compris certains qui sentaient le soufre. Bien entendu, les choses se précisèrent encore plus nettement lorsque, malgré les pressions et les menaces, son activité d'édition s'ajouta à celle de la librairie proprement dite. Les multiples procès auxquels il eut à faire face témoignèrent de la crainte qu'inspirait aux pouvoirs publics l'influence qu'ils prêtaient – à juste titre – à ces activités.

Je voudrais aussi rappeler que l'activité militante de François ne s'arrêta pas ces dernières années. Fidèle à sa position, qui l'amena à défendre les causes qu'il estimait justes, il fut de ceux qui conçurent et rendirent possible le Tribunal Russell sur la Palestine, dont la dernière session faisant suite aux massacres de Gaza se déroula à Bruxelles il y a peine moins d'un an.

A.K. : Dans les années 70, sa librairie « La joie de lire » située en bas du boulevard Saint-Michel, rue Saint-Séverin, était devenu le lieu de rencontre de tous les courants d'extrême gauche : anars, maos, trotskistes, communistes... On se donnait rendez-vous « chez Maspéro », et là on était sûr de retrouver des connaissances et de trouver les écrits de tous les révolutionnaires de France et du monde entier, sans parler de tout ce qu'édition Maspéro. Cuba, les révolutions en Amérique latine, la guerre d'Algérie, et son cortège de tortures et d'assassinats...

On commentait les révolutions passées, présentes et à venir. On achetait de la littérature, mais peu à peu certains venaient même se servir gratuitement, sachant que François Maspéro ne contrôlait rien. À plusieurs reprises, le service d'ordre de la LCR dut intervenir pour protéger la boutique... Mais à l'intérieur régnait un climat de solidarité et de complicité.

François Maspéro fut aussi écrivain. Qu'en retiens-tu ?

M-F. K. : À côté de sa vie militante et de ses activités d'éditeur et de libraire, François Maspéro fut donc aussi un écrivain. Ses livres – qui touchent souvent autour de ses souvenirs et de ses expériences personnelles – ont des thèmes variés remarquablement originaux. François était un styliste exigeant, et sur le tard, il gagna sa vie comme traducteur de livres, en général espagnols et de nature très diverse ! Entre ses souvenirs de périples balkaniques et ceux traitant de façon tout aussi originale la banlieue parisienne, ainsi que ceux dans lesquels on retrouve les éléments de sa propre vie, on note un style très particulier qui fait que même sans connaître celui qui a écrit ces textes, on peut reconnaître leur auteur.

A.K. : Quand Maspéro s'est retiré de la librairie, ce fut un peu comme un monde qui s'écroulait. Il était devenu auteur, et ça n'était plus ni le passeur ni le traducteur. Mais il se révéla être un véritable écrivain. Le moment était venu de savoir qui il était. En lisant sa vie dans *les Abeilles et la Guêpe*¹, on a appris beaucoup sur François, notamment que ça n'était pas seulement un militant comme il en existe peu mais aussi qu'il était un véritable écrivain.

Propos recueillis par la rédaction
1 – Points, 2003, 7,90 euros

Vu ailleurs

francetvinfo **NÉGATIONNISME.** North Charleston, où un policier blanc a été inculpé de meurtre le 7 avril 2015 après avoir tiré sur un homme noir non armé, est la troisième ville de l'État de Caroline du Sud (sud-est des États-Unis). La communauté noire, qui représente 47,2% des habitants, y est implantée depuis des siècles. Mais une certaine amnésie semble régner sur le sujet... La communauté blanche (en excluant les Hispaniques et les Latinos) représentait environ 37,9% des résidents de la cité, sur une population totale de 104 054 personnes en 2013, selon des chiffres officiels américains. Pour autant, précise le New York Times, la police y est blanche à 80% (chiffre de 2007)... L'histoire de la ville, racontée par son site, ne fait aucune mention de la présence des Noirs. Là, le passé est blanc à 100%... Ou disons 99%. Au détour d'une phrase, on peut lire qu'un quartier, Liberty Hill, le plus ancien de la partie nord de la commune, « fut fondé par des affranchis qui achetèrent des terrains et construisirent des maisons d'habitation et des fermes pour leurs familles vers 1864 ». Un autre site, africanamericancharleston.com, est, lui, beaucoup plus explicite. Il évoque ainsi le « patrimoine afro-américain » de la ville voisine de Charleston (381 000 habitants en 2014). On ne voit donc pas pourquoi il en irait autrement à North Charleston... [...] Le site de la ville de North Charleston reconnaît que « plus de 60 plantations ont été fondées » sur son territoire dans les années 1700. Sans préciser s'il s'agissait de plantations où auraient pu être affectés les esclaves. Heureusement, africanamericancharleston.com est, là encore, beaucoup plus disert. « Le fait que l'on y ait cultivé du riz avec succès dans les années 1600 a été une raison majeure de l'importation de main-d'œuvre africaine », expliquait en 1680 un officier britannique de l'époque cité par le site. [...] Une réalité qui, apparemment, ne plaît pas à tout le monde à North Charleston. Et ne mérite pas de figurer dans son histoire officielle...

« États-Unis : North Charleston occulte l'histoire de ses citoyens noirs », Laurent Ribadeau-Dumas, FranceTVinfo, Géopolis, publié le 8 avril 2015.

S'abonner à
L'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Communiqué du NPA

Disparition de François Maspéro

La disparition de François Maspéro est pour toute une génération celle d'un symbole de combativité, de courage, d'internationalisme mais aussi de discrétion. Avant de devenir écrivain, François Maspéro était devenu le porte-parole de toutes les révolutions dans le monde et de toutes les luttes des exploités. Sa librairie « La joie de lire » était devenue au Quartier latin le quartier général de tous les révoltés. La seule façon de lui rendre hommage c'est de continuer son combat, de ne rien lâcher, même et surtout dans cette période difficile. Montreuil, le 13 avril 2015